



RAPPORT
FINAL

Forum Global de l'Économie Sociale 2018



BILBAO2018
GLOBAL SOCIAL
ECONOMY FORUM

Économie sociale et villes

**Valeurs et
compétitivité pour
un développement
local inclusif et
durable**

Titre RAPPORT FINAL GSEF2018

Edition Secrétariat du Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF)

Design et impression Design Gem

Publié pour la première fois à Séoul (République de Corée), décembre 2018

Email gsef@gsef-net.org

Web www.gsef-net.org

Copyright © Global Social Economy Forum

AVANT-PROPOS

Nous sommes honorés d'accueillir l'ensemble des invités et participants éminents du monde entier, représentants des gouvernements locaux, agences des Nations Unies et partenaires de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) de plus de 80 pays, réunis ici à Bilbao pour la quatrième édition du Forum Mondial de l'Économie Sociale (GSEF) 2018.

En tant que réseau international réunissant les collectivités locales et les acteurs de la société civile engagés à soutenir le développement de l'ESS, nous croyons au rôle déterminant joué par l'ESS dans le développement et la mise en oeuvre d'initiatives efficaces.

Nous nous félicitons que de plus en plus de gouvernements se tournent vers la société civile, en particulier vers les acteurs de l'ESS, en co-construisant des stratégies durables et inclusives de revitalisation de l'économie. L'ESS a été reconnue non seulement comme une stratégie visant à répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens, mais aussi comme un moyen de renforcer leur participation.

Des partenariats solides entre les collectivités locales et les acteurs de l'ESS sont la clé de l'avenir. Les réseaux d'ESS s'engagent à renforcer leur contribution au développement socio-économique des villes et, en retour, les villes s'engagent à mieux soutenir l'ESS, comme l'illustre le thème du GSEF2018 « Économie sociale et villes ; valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable ».

Afin de maintenir sa compétitivité à l'ère des changements économiques, sociaux et environnementaux rapides, nous devons explorer de nouvelles façons de faire les choses

ensemble. À Bilbao, nous pouvons tirer des enseignements les uns des autres et renforcer nos actions collectives.

Nous croyons au pouvoir de toutes les parties prenantes travaillant ensemble pour un développement inclusif et durable à travers des politiques co-construites et des partenariats innovants qui transgressent les frontières des secteurs, les types d'organisations et les moyens de mises en oeuvre. Mettre l'économie au service du bien commun et donner la priorité aux personnes plutôt qu'au profit par l'action collective et l'appropriation, ont été la stratégie gagnante de l'ESS.

Renouvelons nos pratiques et nos énergies durant ces journées du GSEF2018. Avec nos innombrables efforts pour travailler ensemble à travers ce rassemblement mondial reconnu de l'ESS, nous pouvons réaliser nos rêves. « Un rêve dont nous rêvons seuls n'est qu'un rêve. Un rêve que nous faisons ensemble devient la réalité ».

Quittons cette conférence avec un engagement encore plus fort qu'auparavant en faveur d'un développement durable et inclusif qui ne laisse personne de côté.

Sincèrement vôtre,



Won Soon Park
Maire de Séoul

Entre le 1er et le 3 octobre, plus de mille personnes, dont des représentants d'administrations publiques, des maires, des acteurs du troisième secteur, organisations internationales, et des experts en économie sociale, se donneront rendez-vous au GSEF Bilbao 2018. Il s'agit, sans aucun doute, d'un événement d'une grande importance pour Bilbao, qui vient s'ajouter aux nombreux autres qui ont lieu pendant cette année palpitante et enthousiasmante pour notre ville.

Sous le titre « Économie sociale et villes. Valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable », le GSEF Bilbao 2018 permet à notre ville de se joindre à un réseau qui est une référence à l'échelle mondiale dans le domaine de l'économie sociale, à l'instar de Séoul et de Montréal, sièges des trois éditions précédentes. L'Europe accueillera pour la première fois ce forum, ce qui constitue une garantie importante de l'engagement de Bilbao envers le renforcement des politiques associées à un modèle de croissance reposant sur la durabilité et l'inclusion.

De ce fait, Bilbao a parmi ses axes prioritaires d'action le leadership dans le domaine des politiques d'économie sociale, tournées vers la construction d'une ville favorisant l'inclusion et l'intégration, en concordance avec un profond esprit d'entreprise et une grande orientation vers la responsabilité sociale.

En ce sens, nous vous invitons à découvrir des initiatives intéressantes telles que le projet « Bilbao Ville de valeurs » et le « Pacte social pour Bilbao », qui, parallèlement à d'autres services et initiatives municipaux, sont le reflet d'un engagement des institutions et des

citoyens envers une société unie, solidaire et inclusive dans toutes ses dimensions. Et nous vous proposons également d'approfondir l'idiosyncrasie de la société basque, qui fait preuve d'une grande cohésion sociale, principalement en raison de la mise en place d'un modèle d'économie sociale qui est devenu un signe d'identité propre: le coopérativisme.

Pendant ces trois jours, à Bilbao, nous montrerons notre expérience et nous partagerons avec des experts des modèles, des enseignements et des bonnes pratiques qui, j'en suis certain, nous seront utiles pour continuer à promouvoir, au sein de nos sociétés, un modèle d'économie basé sur les personnes, d'un point de vue institutionnel, social et entrepreneurial.

Comme ville hôte du GSEF Bilbao 2018, nous souhaitons que ce forum constitue un grand laboratoire d'idées, dans le cadre duquel les agents des trois secteurs (public, privé et société civile) travaillent ensemble afin de promouvoir un système économique plus juste, inclusif et durable. En définitive, une économie au service des personnes.

Eskerrik asko eta ongi etorriak! (Merci et bienvenue!)



Juan Mari Aburto
Maire de Bilbao

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
PRÉSENTATION	8
PROCESSUS D'ORGANISATION DU FORUM	10
GSEF2018 EN CHIFFRES	23
RÉSUMÉ DES SESSIONS PLÉNIÈRES	30
Session Plénière 1 Promouvoir l'économie sociale: mode ou véritable engagement?	33
Session Plénière 2 L'économie sociale à l'ère des villes	35
Session Plénière 3 L'engagement pour l'économie sociale: approches de différents continents	38
Session Plénière 4 La ville coopérative	42
Session Plénière 5 Vers un développement durable et inclusif à travers l'économie sociale	46
SOMMAIRE DES INITIATIVES	50
Co-création de politiques publiques	51
La contribution de l'économie sociale à la transformation du territoire	55
Les défis pour la croissance des structure de l'ES	61
Le futur du travail et de l'emploi: Le rôle de l'ES	64
RÉALISATIONS ET HÉRITAGE DU GSEF2018	69
DÉCLARATIONS	73

1.

PRÉSENTATION

La 4ème édition du Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF) a été co-organisée par la ville de Bilbao et le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF), en collaboration avec les principaux réseaux d'économie sociale représentant diverses familles de l'économie sociale au Pays Basque. Le GSEF2018 s'est déroulé du 1er au 3 octobre 2018 à Bilbao, en Espagne. Le présent document a pour objet de rendre compte des principaux aspects du GSEF2018 concernant son élaboration, son organisation et les thèmes qui y ont été abordés. C'est le rapport final du GSEF2018.

Objectifs de la 4ème édition du Forum Mondial de l'Economie Sociale 2018:

- Partager les meilleures pratiques au niveau mondial sur les politiques publiques élaborées conjointement pour le développement de l'économie sociale dans les zones urbaines;
- Témoigner des facteurs de réussite d'une compétitivité qui prenne en compte les valeurs fondamentales de l'économie sociale;
- Permettre les échanges internationaux dans le but de promouvoir le développement de l'économie sociale;
- Identifier les opportunités et les problèmes liés à la collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale;
- Promouvoir une meilleure connaissance de l'économie sociale et la reconnaissance de son rôle dans le développement local, en particulier auprès du secteur public, de la société civile et du secteur privé;
- Renforcer l'association internationale GSEF et sa capacité à mener à bien sa mission.

Ce document reviendra en détail sur le processus d'organisation du Forum, et notamment sur ses étapes les plus significatives. Il présente en outre des données précises concernant



la participation, la provenance des participants et l'évaluation du projet. Vous y trouverez également un résumé du contenu du forum, que ce soient les deux séances plénières - au cours desquelles des débats ont eu lieu sur des questions primordiales - ou les initiatives qui ont fait l'objet d'une présentation, classées par thèmes et sous-thèmes. Enfin, le dernier chapitre reviendra quant à lui sur les accomplissements du Forum, qui font à présent partie intégrante de l'héritage de la ville de Bilbao.

2.

PROCESSUS D'ORGANISATION DU FORUM

Comité Local d'Organisation

Lorsque le conseil municipal de Bilbao a reçu la responsabilité d'accueillir la 4ème édition du Forum GSEF, prenant la relève de Montréal qui avait organisé l'édition précédente en 2016, la ville a décidé dans un premier temps de créer un espace d'échange et de collaboration avec le secteur local de l'économie sociale. Le but était de pouvoir partager la planification et l'organisation du forum en cohérence avec le projet Bilbao Balioen Hiria (« la charte des valeurs de Bilbao » en langue basque), qui traduit l'engagement de la ville pour la création d'un espace de valeurs partagées et de coopération entre tous les agents, entreprises, institutions et les citoyens.

À cette fin, au début de l'année 2017, la ville de Bilbao convoqua toutes les entités représentatives de l'économie sociale, ainsi que les institutions gouvernementales par le biais des départements concernés ou des bureaux directement liés aux politiques en matière d'économie sociale, afin de leur communiquer la décision d'accueillir la 4ème édition du Forum Mondial de l'Economie Sociale et la proposition de créer un Comité Local d'Organisation (CLO). L'objectif de ce Comité était de s'associer au conseil municipal pour l'organisation du Forum.

La proposition fut bien reçue et lors de cette même réunion, le 6 février 2017, la création du CLO du Forum GSEF2018 fut approuvée. Ce Comité était composé des membres suivants:

Institutions publiques:

- Direction de l'Économie Sociale, Département du Travail et de la Justice, Gouvernement

Basque

- Cellule des Services Sociaux, Département de l'Emploi et des Politiques Sociales, Gouvernement Basque
- Conseil Provincial de Biscaye, Département de l'Action Sociale
- EUDEL - Association Basque des Municipalités
- Mairie d'Arrasate-Mondragon
- Bilbao Ekintza, Mairie de Bilbao

Entités de l'économie sociale:

- KONFEKOOP - Confédération des Coopératives d'Euskadi
- ASLE - Association des Sociétés Ouvrières d'Euskadi
- SAREEN SAREA - Réseau du Secteur Tertiaire d'Euskadi
- REAS Euskadi - Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire d'Euskadi
- EHLABE - Association pour l'Inclusion Sociale et Professionnelle des Personnes Handicapées
- GIZATEA - Association des Entreprises d'Insertion du Pays Basque

Le CLO confia à Bilbao International (Bilbao Ekintza en langue basque) la responsabilité de l'organisation du GSEF2018 sous la supervision directe de M. Xabier Ochandiano, Conseiller Municipal pour l'Économie Sociale de Bilbao, et toujours en collaboration directe avec les institutions publiques, les entités locales d'économie sociale et le réseau GSEF lui-même.

Bilbao International est une entité municipale qui promeut le développement économique et social de Bilbao.



Cérémonie de remerciement des membres du CLO lors de la session de clôture du GSEF2018

Compte tenu de l'envergure du Forum, il a été jugé nécessaire de faire appel à des entités pouvant assumer les fonctions de Secrétariat Académique et Technique. À l'issue du processus de sélection, LKS, une société de conseil, et EVENTIA, une agence événementielle, ont été choisies pour occuper les fonctions de Secrétariat Académique et Secrétariat Technique respectivement.

Le travail du Secrétariat Académique a consisté à assister à la définition du contenu, à identifier et faire la liaison avec les intervenants, à coordonner la communication, et enfin à préparer les rapports. Pour sa part, le travail du Secrétariat Technique a consisté à apporter un soutien logistique aux intervenants, panélistes et invités du Forum.

A partir de juillet 2017, l'activité du CLO s'est intensifiée et la fréquence de ses réunions a augmenté en conséquence. C'est au cours de ce même mois que le Secrétariat Académique a pu soumettre une première proposition de thème principal et du contenu de base autour desquels s'articulerait le Forum. À partir de là, un système de travail collaboratif fut mis en place, à travers lequel le Secrétariat Académique a pu préparer des propositions de contenu détaillé, ainsi qu'un appel à propositions afin de recueillir une sélection d'initiatives. Au final, toutes les activités nécessaires à l'élaboration d'un programme à la hauteur de l'événement ont été abordées lors des réunions du CLO, ce qui a créé des débats entre les membres. De ce point de vue, le CLO a été constitué afin de former un espace central pour l'organisation du forum, à travers lequel les étapes successives ont été approuvées et où l'avancement des travaux a été rendu possible.

Depuis la première réunion durant laquelle le Comité a été constituée en février 2017 jusqu'à la tenue du Forum en octobre 2018, le CLO s'est réuni à 15 reprises et a maintenu des contacts réguliers dans l'intervalle.

En plus des tâches susmentionnées, le CLO s'est également chargé de l'organisation des visites de sites, ce qui a entraîné une charge de travail considérable pour le groupe. En effet, cela a nécessité de la part des membres du Comité la mobilisation des ressources de leurs propres organisations et de leurs réseaux afin de pouvoir proposer un programme varié et intéressant. Les visites de sites ont d'ailleurs été très appréciées par les participants du Forum. Le CLO a également joué un rôle important dans les activités de diffusion et de communication liées au Forum, ainsi que dans la mobilisation des personnes impliquées afin de fournir une assistance à la hauteur des éditions précédentes – un objectif qui a été manifestement atteint avec succès.

Le travail accompli a été reconnu lors de la session de clôture du Forum, et une plaque de reconnaissance a été remise à chacun des membres du CLO par le Co-président du GSEF, M. Joung Youl Kim.

Collaboration et coordination avec le Secrétariat de GSEF

En collaboration avec le CLO, Bilbao International a coordonné ses efforts, et apporté un soutien au Secrétariat de GSEF et à son Comité Directeur, avec lesquels se sont tenues six



Session Jeunesse organisée par le Secrétariat de GSEF

réunions via Skype. Le dévouement et le soutien du Secrétariat de GSEF dans la mobilisation des membres et partenaires du réseau, ainsi que sa contribution au développement de contenu et à la visibilité de l'événement au niveau international ont été considérables. Le Secrétariat a joué un rôle important en aidant Bilbao à maintenir la cohérence et une continuité par rapport aux Forums précédents, en partageant les expériences et les enseignements tirés des éditions précédentes.

Le Secrétariat du GSEF a organisé plusieurs sessions sur les thèmes de l'Afrique, de la jeunesse et de la coopération internationale, ainsi que le Festival Jeunesse qui s'est déroulé lors de la première journée. Ont été invités à ce festival non seulement les jeunes qui participaient au Forum en tant qu'intervenants, mais également les jeunes de Bilbao et de la région qui ont pu partager leurs initiatives et expériences dans le domaine de l'économie sociale.

Lieu

Compte tenu de l'ampleur de l'événement, il a été estimé d'emblée que GSEF2018 allait accueillir un grand nombre de participants et de conférenciers – lors de la précédente édition, GSEF2016, leur nombre s'élevait déjà à environ 1500. De plus, en raison des besoins en termes d'espaces pouvant accueillir différents types d'activités, il fallait un lieu à la hauteur du Forum. Après avoir envisagé diverses possibilités et suite à une analyse minutieuse des options offertes par la ville – tout en tenant compte de leurs emplacements respectifs et des



Auditorium du centre de conférence Euskalduna

possibilités en termes de connectivité et de disponibilité des services – le choix s'est porté sur le centre de conférences Euskalduna Jauregia car celui-ci pouvait accueillir le grand nombre de participants attendus et dispose en outre de multiples salles et espaces, indispensable à l'organisation des nombreuses sessions parallèles.

Ouvert le 19 février 1999, le centre de conférence Euskalduna Jauregia est un bâtiment tout à fait unique et constitue l'un des fleurons d'un Bilbao tourné vers le 21^{ème} siècle.



Vue extérieure du centre de conférence Euskalduna

Les sessions d'ouverture et de clôture et les sessions plénières se sont déroulées dans l'auditorium, une salle d'une capacité totale de 2164 personnes.

Les autres activités telles que les ateliers, les tables rondes et les réunions, se sont déroulées dans cinq autres salles de

l'Euskalduna Jauregia (salle A1, salle A2, salle A3, salle A4 et salle E). Des événements parallèles ont également pris place dans les espaces communs et de rencontre.

Comité d'honneur et Comité d'orientation

Pour l'organisation du Forum GSEF2018, il était essentiel de disposer d'un vaste réseau local et international de partenaires stratégiques afin que ceux-ci contribuent au développement du contenu du programme et à la promotion de l'événement.

Dans cette perspective, il a été proposé de créer un Comité d'honneur et un Comité d'orientation, constitués d'organisations et de personnalités clés au niveau mondial.

Les deux comités ont été constitués en février 2018, avec la participation de 52 membres (35 membres pour le Comité d'honneur et 18 membres pour le Comité d'orientation) représentant des organisations et institutions liées à l'économie sociale du monde entier.

Durant le processus de constitution des comités, il a été tenu compte de la représentativité des différentes familles de l'économie sociale et des continents – tout en accordant dans ce

cas précis une place particulière à la représentation Européenne et Basque.

L'équipe en charge de l'organisation du Forum, en l'occurrence l'équipe de travail de Bilbao International aidée du Secrétariat Académique, a tenu les deux comités informés des avancées les plus importantes en termes de sélection du contenu et des initiatives, tout en recevant et en intégrant régulièrement leurs contributions.

Les deux comités ont également apporté un soutien appréciable lors de la désignation des intervenants des sessions plénières. Plusieurs de leurs membres ont en outre été invités à prendre la parole.

Thème et sous-thèmes

La définition du thème principal du GSEF2018 constitue l'un des jalons majeurs de l'organisation du Forum. Le Secrétariat Académique a soumis une première proposition de thème principal et de sous-thèmes, qui a été présentée au CLO en juillet 2017 et au Comité Directeur de GSEF en septembre de la même année. Après une période de débat et de collecte des contributions, le document détaillant le thème principal et les sous-thèmes a finalement été approuvé en novembre 2017. Le thème principal du forum s'est porté sur: Économie sociale et villes: Valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable.

Ce thème principal, développé autour des termes « économie sociale » et « villes » qui caractérisent GSEF en tant qu'association internationale de gouvernements locaux et d'acteurs de la société civile engagés dans le développement de l'économie sociale et solidaire, s'articule autour de quatre idées principales. Celles-ci sont directement liées aux débats qui se déroulent aux niveaux européen et mondial concernant la prise en compte de l'économie sociale dans ses diverses expressions, en tant qu'option réelle et viable pour un progrès et un développement social et économique alternatif.

L'inquiétude que suscite l'augmentation des inégalités, y compris dans les pays et les sociétés considérés comme développés, a beaucoup à voir avec l'intérêt croissant que portent l'Union européenne et de nombreux gouvernements locaux et nationaux sur le rôle que peut jouer le modèle de l'économie sociale dans la génération de richesses collectives. Ce modèle de croissance ne régit pas la distribution de l'activité et de la richesse une fois seulement que celle-ci est produite ; il suppose plutôt une répartition de la richesse dès le point de départ même de l'activité par l'intermédiaire de laquelle elle a été générée. Dans le même temps, le modèle de l'économie sociale consacre une partie essentielle de ses excédents à des Objectifs du développement durable, minimisant les dysfonctionnements ou le recours à des politiques plus restrictives pour la redistribution de la richesse produite.

Au cours de ces années de grave crise économique et de chômage important, l'économie sociale a montré une plus grande capacité à faire face à cette situation. Ce n'est cependant pas un fait totalement nouveau et inattendu ; les politiques socio-économiques qui font partie intégrante de ce modèle sont plus transparentes, durables et responsables.



À partir de la perspective européenne, où se trouve la ville de Bilbao, le forum vise à faire bouger le monde et à débattre de la capacité de l'économie sociale à devenir une véritable alternative au développement économique et social des villes - dans la limite de sa capacité d'adaptation, le cas échéant, aux règles du jeu établies dans le modèle économique conventionnel - et à proposer des modèles de développement local articulant des secteurs d'activité durables, inclusifs et viables pour contribuer à un avenir meilleur pour leurs villes et leurs habitants.

Le site Internet du GSEF2018, vitrine du Forum

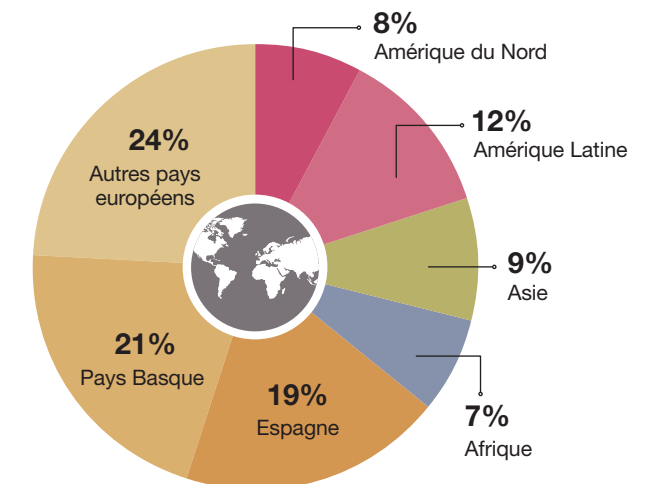
Parallèlement à la définition du thème principal et des sous-thèmes, l'image de marque de GSEF2018 a été définie et le site Internet du Forum (www.gsef2018.org) a été lancé.

Le 9 novembre 2017, la campagne d'annonce de l'évènement fut lancée avec la première

version du site Internet, dans un premier temps uniquement en anglais. Par la suite, le site Internet a été traduit dans les deux autres langues officielles de GSEF (français et espagnol), puis en basque (langue officielle du Pays Basque).

Appel à propositions

Provenance	Nombre de propositions reçues
Afrique	37
Asie	53
Espagne	104
Pays Basque	117
Autres pays européens	135
Amérique du Nord	45
Amérique Latine	69



L'une des composantes fondamentales du programme concerne les initiatives présentées lors du Forum. L'appel à propositions international relatif aux initiatives de l'économie sociale pour le GSEF2018 a été lancé le 20 décembre 2017. Initialement, la date limite d'envoi était le 28 février 2018 mais il a été décidé de prolonger la période de soumission d'un mois (jusqu'au 23 mars 2018).

Au total, 560 initiatives provenant de 64 pays différents ont été soumises.

Compte tenu du nombre élevé de soumissions, le Secrétariat Académique a procédé à une première évaluation basée sur plusieurs critères, tels que l'adéquation avec le thème principal ou les sous-thèmes, l'origine géographique (afin de garantir une représentation équitable de toutes les zones géographiques) et le type d'entité ayant soumis l'initiative.

La première évaluation a été partagée fin avril 2018 puis le CLO et le Secrétariat de GSEF ont effectué une première sélection. Cette sélection comportait encore un grand nombre de propositions, mais en raison de la structure et de la durée du forum (deux jours et demi) et de la possibilité de tenir jusqu'à quatre sessions en parallèle, il a été convenu que les propositions sélectionnées ne pourraient dépasser le nombre de 108.

En outre, plusieurs organisations partenaires ont soumis des initiatives, telles que RIPESS, l'OCDE et l'OIT qui ont demandé la possibilité d'organiser des ateliers thématiques.

Compte tenu de la difficulté de réduire le nombre de propositions sélectionnées, une matrice a été élaborée. Chaque membre du CLO a effectué sa propre sélection en utilisant la matrice et le Secrétariat Académique, une fois toutes les contributions collectées, a présenté

une sélection finale, qui a également été discutée avec le Secrétariat de GSEF et finalement approuvée au mois de mai 2018.

L'envoi des communications notifiant les contributeurs de l'acceptation ou du rejet de leur soumission débuta fin mai et s'acheva début juin.

Exposition



Participants du GSEF2018 visitant la zone d'exposition

En ce qui concerne les initiatives présélectionnées n'ayant finalement pas été retenues dans la liste finale, un travail en commun a été mené au sein du CLO et un total de 37 initiatives supplémentaires ont été sélectionnées (28 du Pays Basque et 9 d'autres villes Espagnoles). Ces dernières ont obtenu la possibilité d'être exposées sous forme d'affiches dans les espaces communs et de rencontres pendant toute la durée du Forum.

Le programme

Le processus d'élaboration du programme s'est déroulé de la même façon que pour la sélection des initiatives présentées pendant le Forum. Le Secrétariat Académique a préparé une proposition et l'a ensuite partagé pour travailler avec le CLO, à la fois sur la proposition des sujets et des intervenants mais aussi sur la communication et les invitations.



Participants du GSEF2018 lors d'un des ateliers thématiques

Les travaux de définition des thèmes et d'identification des intervenants des sessions plénières se sont déroulés de janvier à mai, parallèlement à la sélection des initiatives. Une première version du programme a été publiée sur le site Internet en juin. Par la suite, des mises à jour ont été effectuées de manière régulière, y compris pendant le déroulement du Forum.

La structure du programme a finalement été arrêtée comme suit: sessions plénières, ateliers, visites de sites et événements parallèles.

- 5 sessions plénières ont été organisées pendant lesquelles 31 intervenants représentant des villes, des organisations et réseaux internationaux de l'économie sociale en provenance de 4 continents ont pu débattre et témoigner de l'impact de l'économie sociale comme levier d'un développement social et économique plus équitable et durable;
- 29 ateliers répartis en 9 sessions pendant lesquelles 102 initiatives ont été présentées, sélectionnées parmi les près de 600 propositions reçues de décembre 2017 au 23 mars 2018. Parmi eux, un atelier a été spécifiquement ajouté pour présenter l'expérience de MONDRAGON;
- 3 ateliers thématiques (sur l'Afrique, la coopération internationale et la jeunesse) et 1 événement parallèle (le Festival Jeunesse) organisés par le Secrétariat du GSEF;
- 2 ateliers organisés par la Commission Européenne;
- 7 ateliers organisés par différentes entités internationales telles que l'OIT, l'OCDE, UNRISD, l'Organisation du commerce équitable/OMC, RIPPSS, CGLU et l'INAISE;
- 37 initiatives supplémentaires présentées sous forme d'exposition;
- 11 visites de sites;
- 3 manifestations parallèles organisées par les partenaires de GSEF et la présentation de 2 rapports européens: le 'Bilan social 2017 des entreprises d'insertion' présenté par FAEDEI et 'Les évolutions récentes de l'économie sociale dans l'Union européenne' par le CIRIEC.

Développés autour d'objectifs divers, les manifestations parallèles organisées par les partenaires de GSEF ont rassemblé plus de 400 personnes: le Festival Jeunesse, parrainé par



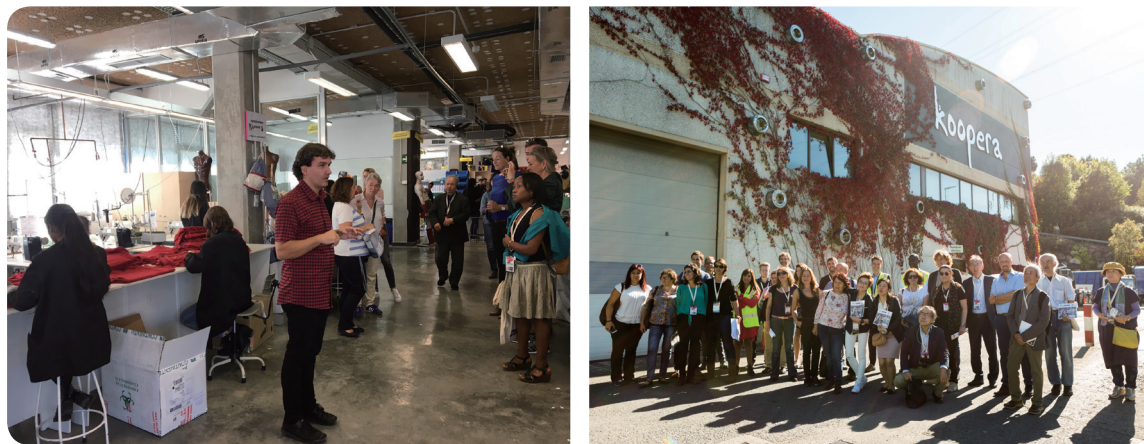
Participants lors d'une des sessions plénières

la Société Coréenne de l'Immobilier et du Logement, a fourni un espace et une opportunité pour les jeunes engagés dans l'économie sociale de se rassembler et de partager leurs points de vue, expériences et idées ; C.I.T.I.E.S. a présenté ses projets de recherche et d'échange de connaissances autour de l'économie sociale ; REAS Euskadi et RIPESS ont présenté le processus préparatoire du Forum Mondial sur l'Economie de Transformation qui se tiendra en 2020 à Barcelone.

Au cours du Forum, Social Economy Europe, CEPES (Confédération des Entreprises Espagnoles de l'Economie Sociale), Konfekoop (Confédération Basque des Coopératives) et le RIPESS (Réseau International pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire) ont profité de la présence de leurs membres à Bilbao pour organiser plusieurs réunions institutionnelles et de travail.

Visites de sites

Une fois que les thèmes et sous-thèmes de GSEF2018 ont été définis, il a été jugé primordial de compléter les activités du forum par des visites de sites, afin que les personnes présentes aient la possibilité de connaître les entités incontournables et les projets locaux de pointe dans le domaine de l'économie sociale.



Visites sur site organisées pour les participants du GSEF2018

Le choix et l'organisation de ces visites ont été entièrement proposés et mis en œuvre par le CLO. Au total, 11 visites de sites ont été organisées sous la forme d'itinéraires thématiques, de sorte que chaque itinéraire puisse offrir des visites de plusieurs sites. Au total, 495 personnes ont participé aux visites de sites de 32 organisations et entreprises de l'économie sociale à Bilbao et au Pays Basque, dont MONDRAGON.

Un montant de 10 euros a été fixé pour toutes les visites annexes, à l'exception de la visite de MONDRAGON qui était de 15 euros. Compte tenu du nombre limité de places disponibles pour chaque visite, les montants demandés ont été jugés nécessaires. Ils devaient ne pas être élevés, mais permettaient aussi de garantir l'intérêt et l'engagement des participants.

Diffusion et communication

La diffusion et la communication ont été parmi les clés du succès de GSEF2018.

Toutes les entités du CLO ont mobilisé leurs réseaux et partenaires respectifs. Les membres de GSEF, le Comité d'honneur et le Comité d'orientation se sont également impliqués avec la même énergie.



La conférence de presse officielle du GSEF2018 à la mairie de Bilbao

Afin de faciliter le travail de diffusion, plusieurs bulletins d'information ont été préparés et envoyés aux membres du CLO et du réseau GSEF. L'envoi de ces bulletins a été effectué à des moments clés de l'organisation du Forum: au moment où les dates définitives de l'événement ont été connues, lors du lancement de l'appel international à soumission des initiatives, au moment de l'ouverture des inscriptions, lors de mise en ligne du programme officiel, et pour informer de la mise à jour du programme avec l'ajout d'informations concernant les intervenants des sessions plénières et des initiatives sélectionnées.

Plusieurs formats de bannières ont aussi été mis à disposition et tous les partenaires impliqués ont été encouragés à les afficher sur leurs sites Internet.

Dans le même temps, le Secrétariat de GSEF, le Secrétariat Académique et le conseil municipal de Bilbao ont saisi toutes les occasions de promouvoir le Forum.

Une autre initiative a eu un impact local important. Dans le cadre d'une collaboration avec l'Organisation Nationale des Personnes Aveugles d'Espagne (ONCE), cette dernière a dédié le coupon de loterie du 3 octobre 2018 à la tenue du GSEF2018.



Coupon ONCE

Sponsors

Trois organisations ont sponsorisé GSEF2018:

LABORAL KUTXA: Laboral Kutxa est une banque coopérative de crédit née de la fusion entre Caja Laboral et Ipar Kutxa. Le projet de fusion a été annoncé en 2012.

GRUPO MONDRAGON: MONDRAGON Corporation est un groupe de coopératives et d'entreprises originaires du Pays Basque qui est actuellement présent dans toute l'Espagne et sur les cinq continents. Il s'agit du premier groupe d'entreprises basque et du dixième plus grand groupe industriel en Espagne, ainsi que du plus grand groupe coopératif dans le monde.

Gouvernement Basque: la Direction de l'Economie Sociale, au sein du Ministère de l'Emploi et de la Justice, faisait également partie du CLO.

Soutien financier aux conférenciers

Tous les intervenants des sessions plénières et des ateliers des initiatives ont reçu une aide financière afin de couvrir leurs frais de voyage. Ce forfait comprenait la levée des frais d'inscription et la prise en charge des frais d'hébergement jusqu'à 3 nuitées.

Ceux qui en ont fait la demande ont également pu bénéficier d'une prise en charge partielle ou totale de leur billet d'avion.

Inscription

Les inscriptions au Forum ont été ouvertes le 23 mars 2018.

Les frais d'inscription ont été fixés sur la base d'une décision prise par consensus au sein du CLO. Il a été décidé qu'ils seraient de 100 euros. Une fois le processus d'inscription débuté, la possibilité d'offrir sur demande un tarif réduit de 80 euros aux larges groupes rencontrant des difficultés pour payer le tarif plein a été débattue et adoptée.

Au cours des mois précédant le forum, une stratégie concernant les invitations a été établie. Des invitations ont été distribuées aux groupes suivants:

- Les entités de l'économie sociale appartenant à l'une des organisations du CLO (une invitation par entité)
- Les membres du réseau GSEF (une invitation par membre)

En plus des invitations, les intervenants et les modérateurs des sessions plénières et des ateliers des initiatives ont été exemptés de frais d'inscription.

3.

GSEF2018 EN CHIFFRES

Participation

La 4^{ème} édition du Forum Mondial de l'Économie Sociale, GSEF2018, a réuni plus de 1600 personnes en provenance de 75 pays et de 327 villes. Parmi les participants, plus de 200 étaient des représentants de gouvernements locaux.

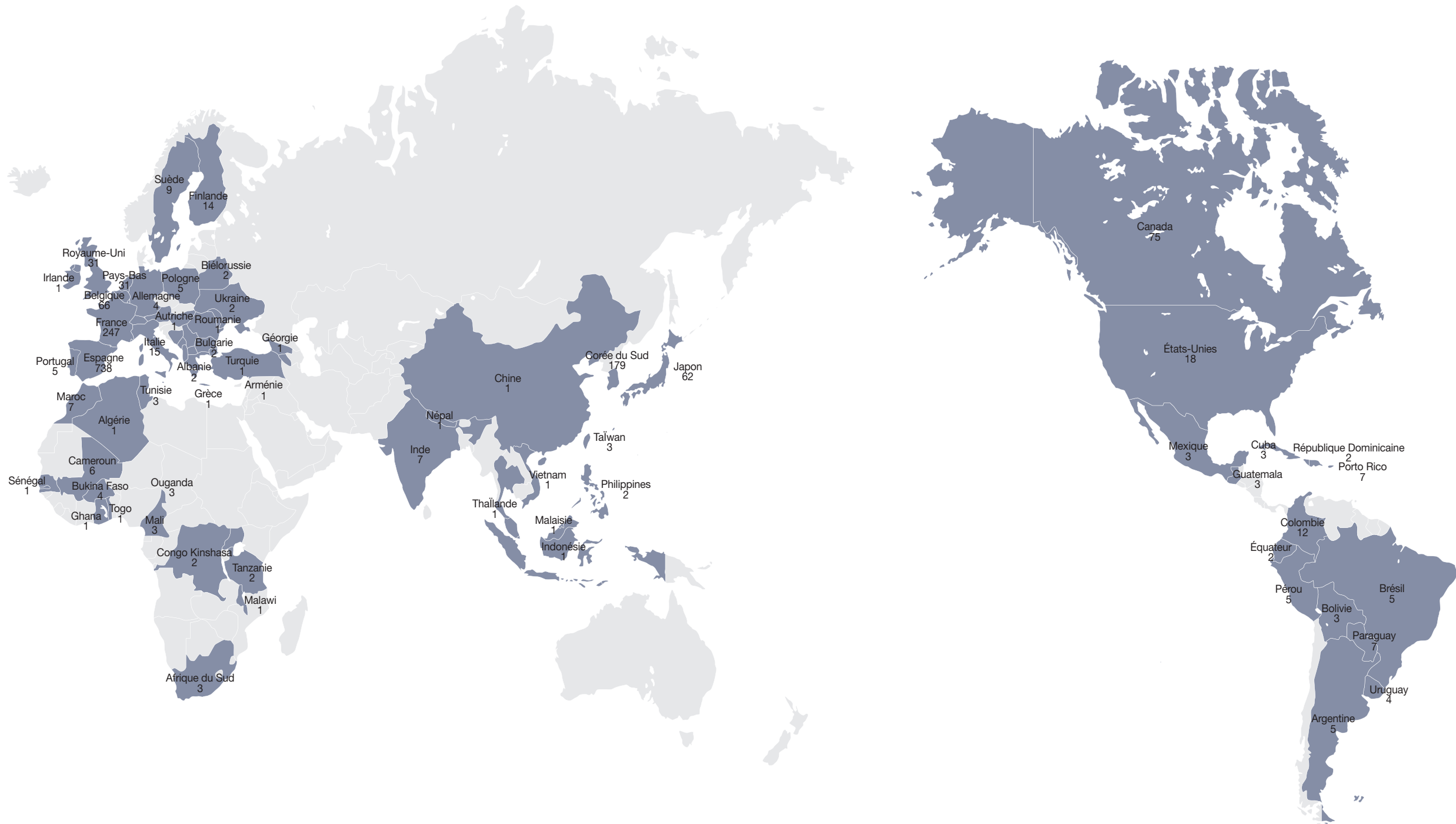
Cette participation a largement dépassé les prévisions initiales. Les taux de fréquentation se sont maintenus à la fois lors des sessions plénières qui se sont déroulées dans l'auditorium principal que lors des ateliers de présentation d'initiatives. Dans certaines salles, il a même été nécessaire de limiter l'accès lorsque la capacité d'accueil maximale autorisée était atteinte.

Voici une vue d'ensemble du profil des participants au Forum:

- 60% de représentants d'organisations et de réseaux de l'économie sociale
- 18% de représentants de gouvernements locaux
- 10% de représentants de la société civile
- 6% de représentants d'universités
- 6% de participants d'autres catégories (médias, citoyens)

En ce qui concerne le nombre total de participants, comme le montre le graphique ci-dessous, il convient de souligner que 61% d'entre eux venaient d'au-delà des frontières de l'Espagne, et un tiers venaient plus précisément de pays extra-européens:

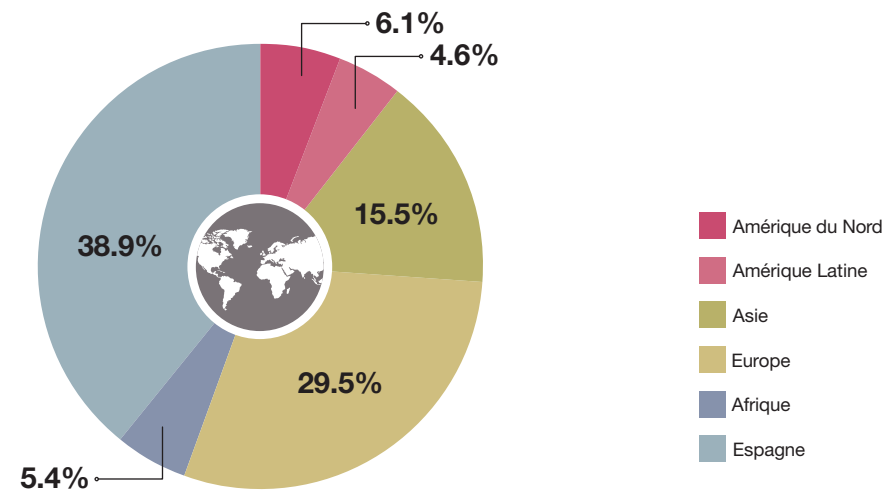
● Pays d'origine des participants ●



Certains des pays européens témoignant d'une présence au Forum n'apparaissent pas sur la carte faute de place

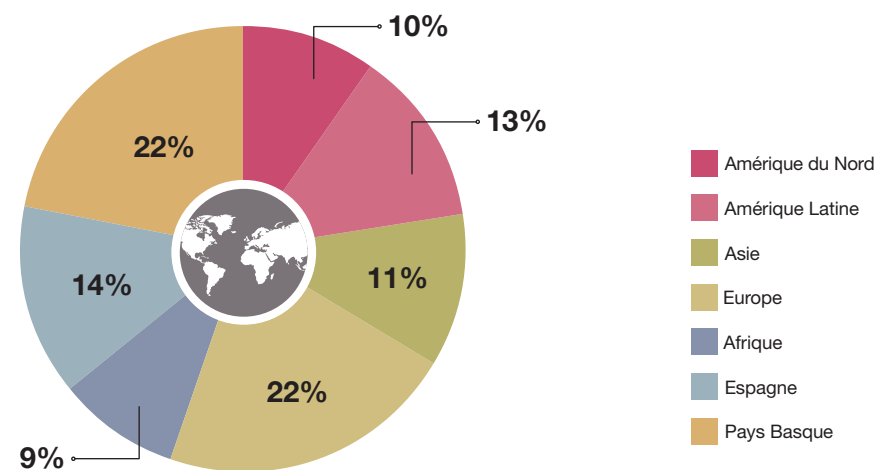
L'impact du Forum au-delà des frontières européennes est significatif, comme le montre la carte ci-dessous:

• Répartition géographique des participants au GSEF2018 •



En ce qui concerne la région d'origine des entités qui ont présenté des initiatives au forum, la nécessité d'assurer la représentation des différentes zones géographiques a toujours été prise en compte.

• Origine des propositions soumises pour le GSEF2018 •



Couverture médiatique

GSEF2018 a bénéficié d'une large couverture médiatique, principalement dans la presse écrite, à la radio, à la télévision, sur Internet et via les réseaux sociaux. En ce sens, les médias locaux ont contribué à augmenter la portée de l'évènement en le couvrant largement.

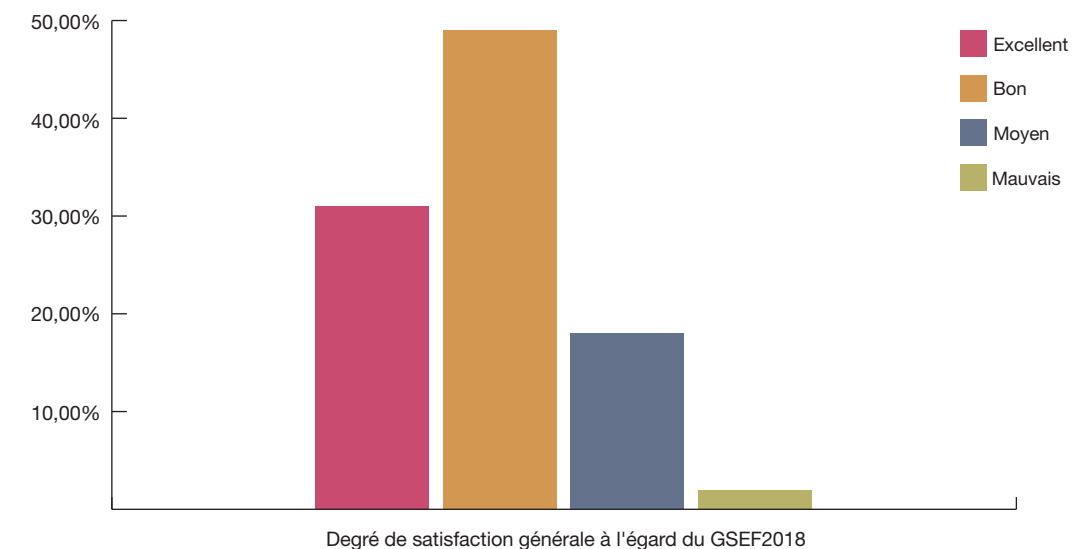
De la même manière, les entités membres du CLO, ainsi que d'autres organisations ayant participé d'une manière ou d'une autre au Forum, ont relayé les nouvelles et les informations concernant le GSEF2018 par le biais de leurs sites Internet et de leurs plateformes de réseaux sociaux. Un nombre important d'entre elles étant des organisations internationales (RIPESS, Social Economy Europe, Union européenne, CGLU, REVES...), cela a renforcé la projection internationale du Forum.

Le 1er octobre, le hashtag #GSEF2018 était un sujet d'actualité en Espagne à 10h30 ; il l'était aussi à Bilbao le 2 octobre à 15h40 et le 3 octobre à 13h25.

Évaluation

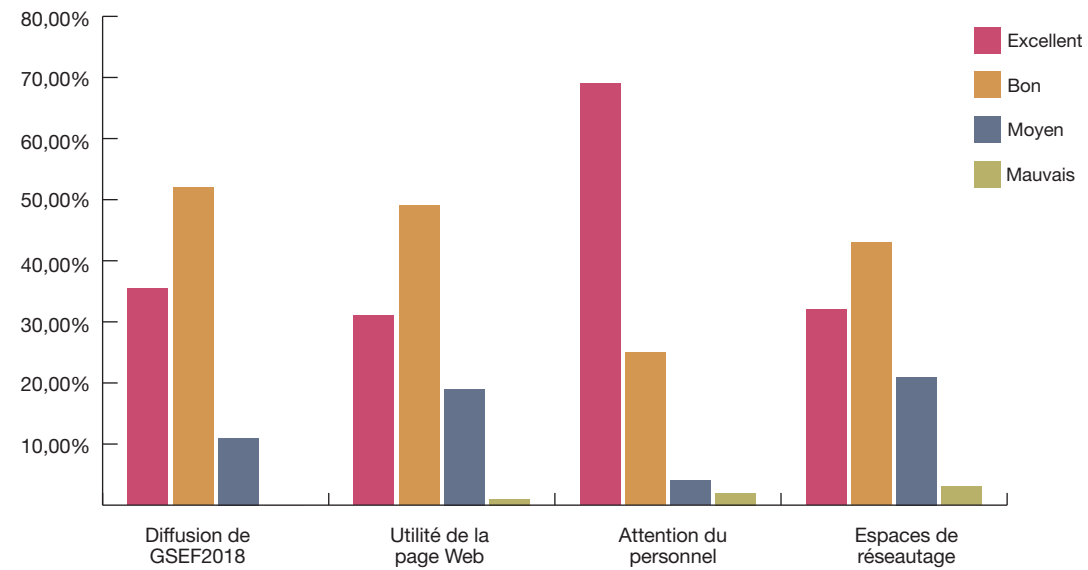
Une fois le GSEF2018 terminé, un questionnaire d'évaluation en ligne a été envoyé à tous les participants inscrits. L'évaluation des répondants a été globalement positive:

• Évaluation générale •

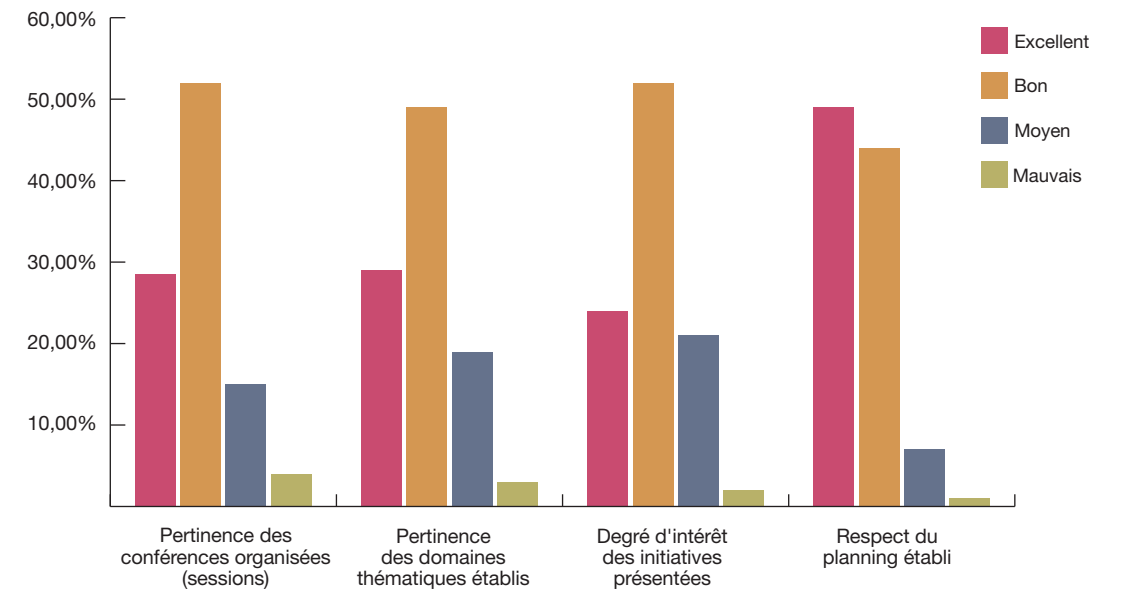


- 80% des répondants affichent un niveau de satisfaction générale de GSEF2018 allant de bon à excellent;
- les répondants ont globalement estimé que les résultats tangibles qui ont résultés de leur participation au GSEF2018 ont été l'occasion de créer de nouveaux contacts et d'identifier les bonnes pratiques;
- plus de 70 % des répondants se disent très satisfaits de l'accueil qui leur ont été réservé;
- les participants auraient apprécié que plus de temps soit accordé aux échanges et aux réunions bilatérales;
- les répondants ont également suggéré que soient organisés lors des futures éditions des événements et des activités connexes au forum aux quatre coins de la ville hôte;
- il est globalement admis que GSEF est une initiative en cours de consolidation au niveau international.

• Informations générales •



• Programmation •



4.

RÉSUMÉ DES SESSIONS PLÉNIÈRES



Cérémonie d'ouverture du GSEF2018

Le thème principal du GSEF2018 était « Économie sociale et Villes: valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable ». Les plus hauts représentants de l'économie sociale d'Europe, d'Espagne et du Pays Basque, ainsi que les Co-présidents de GSEF et le Maire de Bilbao, sont intervenus lors de la session d'ouverture, au cours de laquelle s'est également tenu un Podium des Maires avec la participation de représentants de collectivités locales présents sur le Forum. Ils ont chacun pu partager leur plaidoyer en faveur de l'économie sociale.

Podium des Maires

L'un des moments les plus importants du Forum fut le Podium des Maires, pendant lequel les représentants des régions et des villes ont été invités sur la scène afin de partager leur engagement et leur soutien à la promotion de l'économie sociale au sein de leurs gouvernements locaux respectifs, y compris les Maires des villes hôtes, M. Won Soon Park, Maire de Séoul, Corée du Sud, et M. Juan Mari Aburto, Maire de Bilbao, Espagne.

Liste du Podium des Maires:

- M. Óscar SANTOS, Maire, Praia, Cap Vert
- M. Robert BEAUDRY, Maire Adjoint, Montréal, Canada
- Mme Maude MARQUIS-BISSONNETTE, Conseillère municipale en charge du développement social et de l'économie sociale et solidaire, Gatineau, Canada
- M. Cheolmo SEO, Maire, Hwasung, Corée du Sud
- M. Seok Jin MUN, Maire, Seodaemungu, Corée du Sud
- Mme Soo Young KIM, Maire, Yangcheongu, Corée du Sud
- M. Yang Ho SEO, Maire, Jungu, Corée du Sud
- M. Hyunil CHAI, Maire, Yeongdeungpogu, Corée du Sud
- M. GyoungGee LIU, Maire, Jungnanggu, Corée du Sud
- M. Young Jong KIM, Maire, Jongnogu, Corée du Sud
- M. Won O CHONG, Maire, Seongdonggu, Corée du Sud
- M. Jordi TORT REINA, Maire Adjoint, Gavà, Espagne
- Mme Maria UBARETXENA, Maire, Mondragón, Espagne
- M. Luis Intxauspe AROZAMENA, Maire, Hernani, Espagne
- M. Gerardo PISARELLO, Maire Adjoint, Barcelone, Espagne
- M. Erkki PARKKINEN, Maire, Salla, Finlande
- M. Jean-Marc LESPADÉ, Maire, Tarnos, France
- Mme Haye GHISLAINE, Adjointe au maire, Biarritz, France
- Mme Dounia BESSON, Adjointe au maire, Lyon, France
- Mme Emmanuelle ROUSSET, Adjointe au maire, Rennes, France
- Mme Christiane BOUCHART, Vice-présidente pour le développement durable, Lille, France
- Mme Patricia ANDRIOT, Conseillère Communautaire, Représentante du Conseil Municipal, Auberive Vingeanne Montsaugonnais, France
- M. Jean-Claude PRADELS, Adjoint de quartier délégué à l'économie sociale et solidaire, Merignac, Gironde, France
- M. Patrick VASALLO, Conseiller municipal délégué à l'économie sociale et solidaire, Saint Denis et Plaine Commune, France

M. Othmane KHAOUA, Conseiller municipal délégué à l'économie sociale et solidaire, Sceaux, France
 M. Matthieu THEURIER, Vice-président pour l'économie sociale et solidaire, Rennes, France
 Mme Jeanne BARSEGHIAN, Conseillère municipale, Métropole de Strasbourg, France
 M. Pascal DUFORESTEL, Conseiller régional délégué à l'économie sociale et solidaire, Région Nouvelle-Aquitaine, France
 M. Marc GODEFROY, Conseiller métropolitain délégué à l'économie sociale et solidaire, Métropole Européenne de Lille, France
 Mme Marie MEUNIER, Conseillère régionale déléguée à l'économie sociale et solidaire, Région Occitanie, France
 M. Harimakan KEITA, Adjoint au maire, Bamako, Mali
 M. Jaime GRANADOS MEJIA, Maire, Paccho, Pérou
 M. Chih-Ming CHEN, Sous-Directeur Général, Taipei, Taiwan
 M. Ronald Nsubuga BALIMWEZO, Maire de Nakawa, Kampala, Ouganda
 M. J. Philip THOMPSON, Maire Adjoint, New York, Etats-Unis

Comme mentionné précédemment, le Forum a été organisé en cinq sessions plénières et un total de 42 ateliers.

Ces cinq sessions plénières ont traité des questions suivantes:

1. Promouvoir l'économie sociale: mode ou véritable engagement ?
2. L'économie sociale à l'ère des villes

3. L'engagement pour l'économie sociale: approches de différents continents
4. La ville coopérative
5. Vers un développement durable et inclusif à travers l'économie sociale

Les résumés des débats et les arguments partagés sont présentés ci-dessous.

Session Plénière 1

Promouvoir l'économie sociale: mode ou véritable engagement?



La première session plénière a été consacrée aux interventions de Juan Mari Aburto et Won Soon Park, Maires de Bilbao et de Séoul ; de Jorge García Castaño, Délégué à l'Économie et aux Finances, Madrid, Espagne ; de Gerardo Pisarello, Premier Adjoint au Maire, Barcelone, Espagne ; de Christophe Itier, Haut-Commissaire à l'Économie Sociale et Solidaire et à l'Innovation Sociale, France ; et de Iñigo Ucin, Président de MONDRAGON Corporation. Ils ont débattu ensemble de ce que signifiait pour eux soutenir l'économie sociale au niveau politique, qui constitue l'un des moteurs du développement social et économique de leurs villes.

En ce qui concerne les éléments que les intervenants considèrent comme les plus importants pour la promotion de l'économie sociale dans leurs villes et leurs contextes respectifs, les observations suivantes ont été partagées:

- Se positionner sur l'ES implique de comprendre que le modèle de développement local et urbain a besoin de nouvelles clés permettant de relever les nouveaux défis auxquels les villes doivent faire face, comme ceux concernant le développement durable et l'emploi;
- La capacité de l'ES à soutenir et à s'aligner sur les politiques de développement local lorsque des objectifs communs sont partagés a été mise en avant. Les intervenants ont en outre convenu que l'élément le plus remarquable est la manière dont l'ES place les individus au centre du système;
- Dans le cas des entreprises coopératives, outre le fait qu'elles donnent la priorité aux personnes comme mentionné précédemment, l'un de leurs principaux avantages réside dans leur volonté et le défi qu'elles relèvent de rester compétitives et d'être capables de générer des richesses afin d'assurer leur avenir.

Tous les intervenants ont convenu d'un engagement personnel durable dû à leur conviction qu'à l'avenir, les entités de l'ES pourront contribuer au développement local et à la



Podium des Maires lors de la session d'ouverture



Panélistes de la session plénière 1

construction de villes plus inclusives et plus durables à l'avenir.

Dans le cas du Pays Basque et compte tenu de son passé en matière de coopération, ses représentants ont plaidé en faveur de la poursuite de ce qui se fait déjà, tout en améliorant et en approfondissant les canaux d'interaction et de collaboration entre l'administration et les entités de l'ES.

Sur le plan des politiques nationales, comme dans le cas de la France, le travail et l'engagement mentionnés par le représentant du gouvernement vise notamment à opérer un changement global et à ne pas laisser la promotion de l'ES en marge, mais plutôt à l'intégrer pleinement dans l'économie. Il est en outre nécessaire de veiller à ce que les formes et les valeurs de l'ES soient étendues au reste des entreprises afin que celles-ci intègrent l'impact social et environnemental de leurs activités.

L'engagement personnel s'exprime également au niveau politique en s'efforçant d'élargir les valeurs de l'ES en tant que maires. Cela implique de renforcer la cohésion des villes grâce à des politiques sociales convenues. Dans le cas de Bilbao, cela se traduit par l'engagement «ville de valeurs».

Les intervenants ont souligné ensemble que nous sommes confrontés à une révolution numérique au sein de la société de l'information dans laquelle nous vivons, et que celle-ci s'accompagne de nouvelles formes d'exclusion. Pour éviter cela, l'ES peut s'avérer un allié important avec lequel coopérer afin que la société progresse plus régulièrement.

Enfin, après avoir présenté des actions très concrètes pour la promotion de l'ES dans les villes, les intervenants ont émis les recommandations suivantes:

- Revendiquer la Res publica (affaire publique en latin), en régénérant la politique et en développant une société par et pour le peuple;
- Reconstruire le contrat social pour un nouvel équilibre. L'ES y tient un rôle clé, ainsi que dans la nécessaire collaboration public-privé;
- Fournir des cadres de financement stables;
- Financer et soutenir la montée en puissance de l'ES à chaque fois que cela est nécessaire;
- Planifier des investissements publics là où les entreprises de l'ES se trouvent;
- Instaurer des marchés publics innovants en tant qu'outil pour stimuler l'ES.

Session Plénière 2

L'économie sociale à l'ère des villes



Lors de la deuxième session plénière du Forum, les responsables politiques de villes Christiane Bouchart (Vice-présidente en charge du développement durable, Métropole de Lille, France et Présidente du Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire RTES) et Robert Beaudry (Maire Adjoint en charge du développement économique, Montréal, Canada) ont pu débattre aux côtés de responsables d'organisations internationales travaillant sur le développement local, dont Emilia Saiz, Secrétaire Générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) ; Martin Van den Borre, Directeur Exécutif, C.I.T.I.E.S ; Simel Esim, Chef de l'Unité Coopératives, Organisation Internationale du Travail (OIT) ; et Lourdes Benería, experte en urbanisme et activiste de l'ES.

Les villes et les rapports qu'elles entretiennent avec l'ES sont à la base de la naissance de GSEF. Les villes sont au centre de la perspective sociale et économique globale du 21e siècle. C'est en leur sein que se concentre la plus grande part de la population, et c'est aussi là que les défis mondiaux sont les plus évidents: lutte contre le changement climatique, gestion de la diversité, optimisation des ressources de base, lutte contre les inégalités et la pauvreté, etc.

La session avait pour objectif de montrer que l'économie sociale est un excellent allié des gouvernements locaux pour relever les défis cités ci-dessus, une question déjà évoquée lors de la session précédente. Au cours de cette deuxième session, un aperçu de l'évolution de la situation au cours des 25 dernières années a permis de montrer à quel point les villes se sont



Panélistes de la session plénière 2

transformées pendant cette période, processus pendant lequel l'ES a joué un véritable rôle de soutien. Malgré la diversité de parcours des intervenants, ceux-ci ont d'un commun accord estimé que l'ES s'avérait être un excellent allié pour les villes et les responsables politiques chargés de la planification des politiques locales, et ce pour les raisons suivantes:

- Les structures de l'ES se révèlent être solides du point de vue économique et génèrent également des bénéfices pour les citoyens en raison de la capacité de redistribution de ces structures;
- Les entités de l'ES innovent dans le domaine social car elles mettent en œuvre de nouvelles méthodes. Par exemple, elles sont pionnières dans la mise en œuvre de projets liés à l'économie circulaire et aux nouvelles formes d'économie dans le cadre du développement local. Elles s'appuient généralement sur des circuits courts, de l'épargne de proximité, des pôles de développement associés, etc;
- L'ES contribue à la démocratie au sein des territoires car le souci des entités de l'ES d'intégrer la démocratie au cœur de leur organisation affecte non seulement leurs membres eux-mêmes mais s'étend également à leurs partenaires;
- Dans des environnements moins développés socialement et économiquement, l'ES a la capacité d'intégrer les travailleurs de l'économie informelle dans l'économie formelle;
- Enfin, elle privilégie les politiques de long terme plutôt que le court terme, ce qui profite à la ville qui a besoin de structures stables.

Sur la base de ces constats, la session s'est orientée vers la formulation de propositions destinées à poursuivre le renforcement de l'ES et, à partir de là, certaines revendications ont été formulées afin de susciter une prise de conscience de ce qu'il reste à accomplir.

Les villes sont confrontées à d'énormes défis et les politiques élaborées à d'autres niveaux de gouvernement ont un impact direct sur celles-ci, mais elles ne doivent pas être vues comme

de simples exécutants d'une vision globale. La somme des pressions économiques échappe au contrôle des citoyens dans le cas, par exemple, du marché du travail. La restructuration économique a affecté l'emploi et les salaires, ce qui a eu par ricochet un impact sur les inégalités. Les évolutions technologiques, l'informalisation du travail et les emplois précaires, les tensions dues aux niveaux de migration en Europe: autant de problèmes qui peuvent placer les villes au cœur de nombreuses tensions qu'elles se sentent obligées de résoudre.

Pour cette raison, les villes doivent se confronter aux risques et être plus audacieuses. Un nouveau paradigme est nécessaire, un nouveau modèle au sein duquel des réponses aux défis peuvent être apportées par l'impact déterminant qu'ont les villes sur leur environnement. Les intervenants ont partagé les réflexions suivantes à ce sujet:

- La confiance est essentielle pour construire et s'accorder sur un modèle opérationnel de déploiement de l'ES dans les villes. La solidarité n'est pas facile à construire: il faut du temps non seulement pour la consolider en dépit des changements politiques, mais aussi parce qu'elle doit être balisée afin qu'elle mène à un autre avenir – moins spéculatif et plus inclusif;
- Ce serait une erreur de considérer l'ES comme un moyen de réparer les choses lorsque tout le reste a échoué. L'ES n'est pas un pansement, mais plutôt un outil pour comprendre l'économie locale d'une manière différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un élément qui doit être parallèle ou séparé de l'économie ; elle doit au contraire être en son centre;
- Les villes et les gouvernements locaux doivent être préparés à la coopération. C'est à cette condition que nous pourrions aller de l'avant dans la mise en œuvre de politiques répondant aux besoins des citoyens;
- Nous devons trouver de nouvelles trajectoires, modèles et partenariats pour la fourniture de services. L'économie de l'assistance, dont le principal défi est d'identifier le moyen de la mettre en œuvre à plus grande échelle, en fait partie;
- Les villes ont besoin de nouveaux accords fiscaux qui permettent d'aller dans une autre direction en laissant de côté les pratiques spéculatives. Elles doivent également intégrer les migrants et simplifier la bureaucratie;
- Nous devons travailler au niveau des communautés mais il est important d'adapter la méthode à chacune de ces communautés. Pour cela, il est nécessaire de générer une culture de confiance et dialoguer avec tous les interlocuteurs.

Villes et territoires engagés dans l'ES doivent travailler en réseau, en prolongeant le travail que GSEF a entamé et en maintenant et développant les programmes pilotes lancés par l'Union européenne.

Session Plénière 3

L'engagement pour l'économie sociale: approches de différents continents



La troisième session plénière avait pour objectif de présenter l'orientation des différentes politiques en faveur du développement de l'économie sociale au niveau international dans le cadre d'un dialogue entre des personnalités provenant de différentes régions du globe.

Les participants à cette session étaient: María Jesús San José, Ministre du Travail et de la Justice, Pays Basque ; Slawonir Tokarski, Directeur pour l'Innovation et la Fabrication de Pointe, Union européenne ; Pauline Eyebe Effa, Directrice Générale, PFAC (Partenariat France-Afrique pour le Co-développement) ; Manoj Kumar Teotia, Professeur Assistant, Centre de Recherche sur le Développement Rural et Industriel (CRRID), Chandigarh, Inde ; Leandro Morais, Correspondant pour l'Observatoire Ibéro-Américain du Travail et de l'Economie Sociale (OIBESCOOP) et Professeur, UNESP-Araquara; et M. Ariel Guarco, Président, Alliance Coopérative Internationale. Les discussions se sont déroulées sous la modération de Mme



Panélistes de la session plénière 3

Nancy Neamtan, Fondatrice du Chantier de l'Economie Sociale, Québec.

En introduction de la session, les observations générales suivantes ont été partagées:

- Le contexte de l'ES est hétérogène en lui-même et dans les différentes réalités présentées. Dans tous les cas, cependant, des valeurs sont partagées quant à la responsabilité d'une solidarité sociale et environnementale et à ses implications sur les territoires, cela permettant de mieux répondre au besoin d'un développement économique durable qu'avec d'autres méthodes - ou même dans des réalités différentes.
- L'accent a été mis sur le fait de voir l'ES comme une formule incontournable pour le développement social et économique local, au-delà des systèmes d'aide ou de la charité. Il est important de dépasser la vision qui persiste dans certains milieux sur la nature de cette économie non compétitive et qui doit évoluer vers un type d'entreprise qui connaît un succès économique, social et environnemental.
- La réalité est différente selon le contexte. Le cas basque montre par exemple différentes situations de création d'emplois et une forte capacité à faire face aux crises. De plus, l'impact généré par le groupe MONDRAGON à travers ses innovations et succès est une démonstration que l'ES est supérieure à d'autres formules économiques.
- Il existe des expériences réussies sur tous les continents, qu'elles soient liées au financement, à la création de nouvelles entreprises, à la création de marchés locaux inclusifs, ou à la création de réseaux municipaux. Il s'agit d'exemples mis en œuvre à différentes échelles ou dans des contextes différents, mais ayant eu dans tous les cas des effets positifs.
- Les différentes réalités de l'ES contribuent à la transformation dont l'économie a besoin, par l'intermédiaire des territoires mais aussi des acteurs qui évoluent en son sein.
- L'Alliance Coopérative Internationale (ACI) met en œuvre un dialogue continu avec les décideurs politiques pour leur faire comprendre que l'ES est un modèle de développement économique différent et que les entités de l'ES devraient pas être traitées comme n'importe quel type d'entreprises capitalistes. De ce point de vue, il est nécessaire de prendre conscience des dommages que des cadres inadéquats peuvent causer.

Au niveau de chaque continent, les observations suivantes ont été relevées.

Afrique: Bien que l'économie sociale n'ait pas une présence très marquée, elle présente un potentiel d'attraction considérable dans un environnement où les jeunes dynamiques contribuent à l'espoir d'un changement malgré leur environnement précaire. Cela est essentiel afin de réussir à transférer les emplois de l'économie informelle vers l'économie formelle, ainsi que pour intégrer et donner de la visibilité aux femmes.



Dans certains pays, comme au Cameroun, il existe une volonté affirmée de renforcer l'ES. Un réseau de maires a été créé et c'est par ce biais que de nombreux accords ont été conclus afin de financer le soutien à l'ES et l'investissement dans ce domaine. Les bases pré-existantes de solidarité sont en cours de restauration et les valeurs coopératives sont apprises de nouveau au sein des communautés.

L'un des principaux défis auxquels l'ES est confronté en Afrique est la compréhension de ce qu'est cette dernière et de ce qu'elle n'est pas. Il est nécessaire de structurer son développement à l'échelle territoriale ; l'accumulation de petites réussites mènera alors le reste du pays à suivre le même chemin. Des marchés de niches existent pour la promotion de l'ES, par exemple dans le secteur de la construction. Des dispositifs d'aide à la décision sont cependant nécessaires afin de renforcer les capacités des décideurs.



Amérique Latine: Dans les pays d'Amérique Latine, les diverses manifestations de l'ES permettent de répondre aux défis concrets de chaque pays. En Colombie, par exemple, le développement de coopératives est préconisé dans le cadre des accords de paix dans le but de faciliter la réinsertion des ex-combattants. Au Venezuela, l'autogestion et l'organisation en communautés fournissent une réponse à la situation actuelle. En Argentine, l'ES a joué un rôle dans la politique de redressement des entreprises. Au Mexique, elle s'est révélée utile pour l'insertion de la population autochtone. En Équateur, l'ES a été adoptée au niveau national et inscrite dans la constitution sous la dénomination « Economie Populaire et Solidaire ». Enfin, au Brésil, des coopératives agricoles ont été développées, ainsi que diverses fondations et entités sociales de l'ES.

Dans de nombreux secteurs, cette économie est encore perçue comme une économie non compétitive nécessitant un soutien. D'après l'ACI, l'ES en Amérique Latine est perçue comme un vecteur de valeurs démocratiques et comme un modèle de génération et de répartition des richesses qui diffère du modèle économique capitaliste. Il ne s'agit pas d'une vision romantique mais de la conviction que des entreprises compétitives non subordonnées au capital sont indispensables, remplissant la fonction d'agents économiques au sein du marché commun qui soient à la fois viables et efficaces mais également dotés d'une sensibilité sociale. Les coopératives représentent en quelque sorte la responsabilité sociale transformée en entreprises.

Un des défis qu'il est primordial de relever est le renforcement des politiques nationales. Il est à noter que les villes qui légifèrent en faveur de l'ES sont les mieux équipées pour affronter au mieux les inégalités générées par les politiques néolibérales.

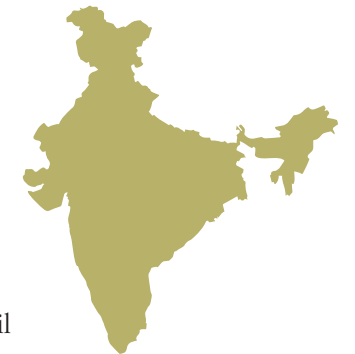
Par ailleurs, il est nécessaire de soutenir en Amérique Latine la création d'un écosystème propice à l'entrepreneuriat solidaire. Les réseaux de coopération doivent aussi être renforcés. Il existe quelques exemples de coopératives grandes par la taille mais qui ne sont pas connectées avec leur territoire, d'où la nécessité de créer ces réseaux.

Enfin, un autre challenge est lié aux Objectifs de développement durable (ODD), dans la mesure où l'ES peut contribuer à leur réalisation à condition que des méthodologies appropriées soient mises en œuvre.

Il y a eu des expériences réussies au niveau local ainsi que des actions de plus grande ampleur — comme le cas de la création du réseau de municipalités coopératives en Argentine — un mouvement qui peut également être observé dans d'autres pays où les municipalités

mettent en œuvre des politiques nouvelles qui s'inscrivent dans les principes de démocratie et d'engagement pour les territoires. L'ES entre ainsi en jeu dans les politiques publiques de développement social et communautaire, d'éducation, de défense et de préservation de l'environnement, de santé, ou de création de monnaie sociale.

Inde: Deuxième pays le plus peuplé après la Chine, l'économie informelle représente en Inde une proportion énorme, atteignant plus de 90 % dans certaines régions. D'autre part, le passage progressif d'une économie basée sur le secteur primaire à une économie non agricole a entraîné l'apparition de nouvelles demandes et de nouveaux besoins dans les villes. Ces questions s'ajoutent à celles liées au système de castes sociales. Ce contexte particulier se transforme en espace d'opportunités pour le développement de l'ES. Bien qu'il n'existe pas de politique claire, il y a une tendance à la responsabilité sociale des entreprises en raison de l'influence britannique. 2% des bénéfices des entreprises doivent ainsi être affectés à des objectifs sociaux.



Dans certains territoires, comme Chandigarth par exemple, il existe une loi spécifique concernant les PME (petites et moyennes entreprises) visant à promouvoir l'ES, et des financements sont aussi disponibles pour les entreprises dans différents secteurs. L'un des principaux défis est la formation car la majeure partie de la population est sous-éduquée, ce qui contribue à perpétuer l'économie informelle. Il reste donc encore beaucoup à faire. Cependant, un large collectif d'entreprises sociales, apportant une aide à environ 2 millions de personnes par le biais d'un programme en réseau, est clairement identifié.

Le système politique indien est complexe, pluripartite et décentralisé dans les états et territoires, ce qui rend difficile de parvenir à un accord sur les cadres politiques mondiaux. La réconciliation et le consensus entre états doivent être encouragés afin de pouvoir s'attaquer aux principaux problèmes: la pauvreté et le logement.



Europe: Selon le représentant de l'Union européenne, de nombreuses formes d'ES coexistent en Europe. Il est donc difficile de s'accorder sur une dénomination commune et il n'est peut-être pas opportun de le faire si l'on tient à conserver une ouverture d'esprit sur le sujet. Un principe général partagé repose sur le fait qu'il s'agit d'une économie par le peuple, pour le peuple. Les axes à partir desquels les travaux sont réalisés au niveau des communautés concernent les instruments financiers et la promotion des pôles sociaux dans le but renforcer l'ES, tout en favorisant la création d'emplois pour les personnes qui éprouvent les difficultés d'accès les plus importantes. Encourager les jeunes talents est également important. Dans ce but, un prix destiné aux jeunes talents est actuellement mis en avant. Les projets présentés dans ce cadre doivent apporter une solution aux défis de nos sociétés et s'appuyer sur des initiatives dans le champ de l'ES. L'objectif ultime de ce prix, en plus d'attirer les jeunes vers l'ES, est

de répondre au défi de la transformation sociale tout en offrant une possibilité d'étendre ces pratiques à l'ensemble de la société.



Le représentant du **Pays Basque**, région hôte de ce Forum GSEF2018, a également pointé du doigt ce défi. Le leader politique du gouvernement basque, qui préconise de travailler avec détermination sur la visualisation quantitative et qualitative de l'ES, considère qu'il s'agit d'un des grands défis à relever afin de parvenir à un engagement accru et à la création de dispositifs de soutien à l'ES. Dans cette optique, il a insisté sur un axe prioritaire: l'implication des jeunes, pour lesquels un travail est mené conjointement avec le secteur de l'éducation à tous les niveaux — y compris au niveau universitaire — avec l'incorporation d'une formation spécifique en ES dans le programme d'études.

Un autre des défis identifiés dans le contexte européen concerne la capacité des entreprises de l'ES à être compétitives et financièrement autonomes (en d'autres termes rentables), et à attirer de jeunes talents. L'exemple de MONDRAGON a été mis en avant en tant qu'initiative pour laquelle l'autonomie financière a toujours été considéré comme essentielle à son développement.

Enfin, du point de vue européen et basque, la collaboration public-privé est considérée comme l'une des clés du succès de l'expansion de l'ES, compte tenu du fait que le secteur public doit mettre en place des réseaux et des infrastructures de soutien permettant de créer et de développer des projets de l'ES visant à répondre aux différents défis, liés en partie à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Session Plénière 4

La ville coopérative



La quatrième session plénière avait pour objectif de partager les différentes initiatives de promotion de l'ES au niveau local et les clés de leur succès. Les villes et institutions ayant pris part à cette session sont: New York, représentée



Panélistes de la session plénière 4

par J. Phillip Thompson, Maire Adjoint chargé des initiatives stratégiques ; Séoul, représentée par Eunae Lee, PDG, Seoul Social Economy Center (SSEC) ; Liverpool, représentée par Lynn Collins, Présidente, Conseil Consultatif sur l'Equité et la Justice Sociale ; Taipei, représentée par Yao Ching Yu, Secrétaire Exécutive, Conseil Consultatif sur les Affaires Internationales ; RIPESS, représentée par Jason Nardi, Coordinateur Général ; et le Forum International de l'ESS (ESSFI), représentée par Thierry Jeantet, Président.

La première question posée durant la session concernait les expériences vécues dans chacun des contextes afin d'identifier comment passer des déclarations aux actes, et comment concrétiser les projets et rendre les villes plus coopératives.

Les réponses ont fourni une vue d'ensemble intéressante puisqu'elles s'inscrivaient toutes dans des environnements culturels, sociaux et économiques différents. Cependant, les intervenants avaient tous en commun le désir de rendre leurs villes plus inclusives, égalitaires et vivantes.

Dans le cas d'une ville prospère comme New York, dans laquelle de grandes inégalités persistent et où la pauvreté frappe souvent les mêmes communautés, les efforts du gouvernement local actuel visent à s'attaquer à cet héritage en promouvant la création et la collaboration avec les coopératives. La ville alloue des budgets de plus en plus importants, tout en travaillant sous forme de coentreprises avec d'autres villes comme Montréal, dans le but d'amener les gens à devenir propriétaires d'entreprises et à progressivement donner naissance à une ville plus équitable. Un autre objectif affiché est celui d'augmenter la part



Participants à l'une des sessions plénières

des entreprises de l'ES dans l'attribution de marchés publics par le Conseil Municipal. Les retombées potentielles sont importantes compte tenu du volume d'achat de la municipalité.

Dans le cas de Séoul, l'objectif principal est la création d'emplois au moyen de deux leviers. D'une part, une réglementation sur les marchés publics et la formation des fonctionnaires dans le but de mettre de côté les pratiques de travail dépassées. D'autre part, la coproduction est encouragée de façon à faire en sorte que la coopération entre citoyens aboutisse au final à la création de nouvelles structures de production. Les acteurs impliqués ont mené une réflexion sur les secteurs pour lesquels une action est possible, et travaillent actuellement sur la manière de favoriser la participation des citoyens, à travers les débats sur les budgets par exemple.

À Taipei, entre autres initiatives, on fait le pari de la technologie. A cette fin, la ville a créé le Smart City Office, pour lequel l'objectif est de créer une synergie entre les autorités locales et les citoyens dans le but d'améliorer les services et d'introduire des solutions innovantes. Un bureau de la politique de parité a également été mis en place.

La représentante de Liverpool a pour sa part souligné une série de mesures sur laquelle la ville travaille, destinée à soutenir l'évolution vers une ville coopérative pour les travailleurs. L'une de ces mesures concerne la suppression des barrières sociales, ce qui est considéré comme nécessaire pour influencer les politiques en matière de logement, d'éducation et d'enseignement supérieur. La ville a également mis en place un conseil consultatif au sein duquel 20 personnes travaillent sur ces politiques. Le but est de s'assurer que toutes les voix sont entendues au travers de ce processus. Liverpool travaille également sur l'inclusion

en accordant la priorité aux emplois offrant un salaire décent et qui ont un impact social. Une carte de l'emploi a été créée à cette fin afin d'encourager les entreprises à adhérer à la philosophie de l'ES. Enfin, la ville vise à créer des opportunités de formation pour les personnes menacées d'exclusion, et entend favoriser les modèles de marchés publics favorisant les clauses sociales.

RIPESS a souligné la reconnaissance du bien commun comme un aspect important de la transition vers des villes plus coopératives. De ce point de vue, l'expérience de la ville de Bologne et sa réglementation en matière de collaboration entre les citoyens et l'administration sur l'entretien et la rénovation des communs urbains est intéressante. Cette réglementation vise à reconstruire et à renforcer le contrat social qui unit les citoyens au sein d'une communauté, en coordonnant l'action à tous les niveaux. Sur cette base, des initiatives de gestion d'espaces et de bâtiments avec une approche collective sont possibles, de façon autonome mais en collaboration avec le gouvernement local. M. Nardi a également souligné les expériences d'implication des citoyens dans la prise de décision et les nouvelles réflexions sur les villes coopératives, permettant de faire participer les citoyens de manière plus régulière - et pas uniquement aux moments des élections.

Enfin, M. Jantet du Forum International de l'ESS a rappelé qu'en 2017, les villes ont été reconnues comme des partenaires indispensables de l'ES, soulignant qu'il existe entre les deux un fond commun de valeurs de démocratie, d'intérêt civique et de bien commun. Le fait qu'une convergence s'établisse n'est donc pas une coïncidence.

Dans la seconde et dernière partie de la session, les intervenants se sont attachés à répondre à la question de savoir comment agir du côté des citoyens, comment créer une vision partagée, en tenant compte de la grande diversité des besoins individuels qui se présentent. Grâce à la diversité des situations qui étaient représentées durant cette session plénière, les propositions se sont avérées tout aussi variées et enrichissantes.

Dans le cas de New York, le sentiment est qu'une grande dose d'éducation civique est nécessaire. La construction d'un agenda commun ne peut être abordée sans traiter au préalable du contexte conflictuel entre différents groupes. La ville doit porter ses efforts sur l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la justice et de la démocratie.

Séoul, pour sa part, considère qu'il est important de collaborer davantage avec les coopératives et de déployer les structures dans la ville de manière à ce que celles-ci puissent s'établir de façon permanente. Cela nécessite de mettre en place des agendas communs pour coopérer ensemble.

La ville de Liverpool, quant à elle, considère qu'il est important d'avoir une voix commune malgré la diversité et l'hétérogénéité des différentes formes adoptées par l'ES car, à défaut d'une voix commune, il est difficile d'influencer et d'être entendu.

M. Yu, représentant Taipei, a insisté sur la nécessité d'écouter toutes les voix, y compris celles provenant des milieux les plus défavorisés. Il a préconisé de petits changements pouvant avoir des effets exponentiels, et a également rappelé qu'avant de lancer et mettre en œuvre des innovations, il fallait d'abord songer à modifier certaines structures internes du

gouvernement local.

RIPES est partisan du “travailler ensemble” pour effectuer la transition d’une culture centrée uniquement sur l’aspect économique vers une approche sociale. Il s’agit de ne pas se limiter à effectuer une mesure chiffrée du bien-être mais à s’appuyer également sur l’observation concrète du nombre de personnes qui vivent mieux et si oui ou non la richesse est partagée. Il est en outre nécessaire de prendre en compte l’impact social, écologique, et la possibilité offerte ou non d’avoir un travail décent. Une alliance est nécessaire entre les citoyens auto-organisés collectivement et les gouvernements locaux qui partagent cette vision. Enfin, il convient de générer des alliances translocales pour échanger, fusionner et se développer pour le développement de stratégies de l’ES.

Enfin, du point de vue du Forum International de l’ESS, il est nécessaire de disposer d’autres moyens pour mesurer la nouvelle efficacité civique et l’impact humain. M. Jantet a également mis l’accent sur l’importance de disposer d’outils pour l’échange d’expériences afin de pouvoir en apprendre davantage sur les réussites, sans pour autant mettre de côté les échecs. A cette fin, le Forum International de l’ESS a créé une Agora de projets, et l’institution soutient également les programmes de formation-action et le coaching territorial pour aider l’ES à se déployer dans les villes.



Panélistes de la séance plénière 5

Session Plénière 5

Vers un développement durable et inclusif à travers l'économie sociale



La cinquième et dernière session plénière avait pour objectif de recueillir à titre de conclusions les contributions principales du Forum, et s’est déroulée en présence des intervenants suivants: Txomin García, Président de Laboral Kutxa et Vice-président de l’Union Nationale des Coopératives de Crédit, Espagne ; Paul Ladd, Directeur, Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD) ; Markku Markkula, Premier Vice-président, Comité européen des régions (CdR) ; Marguerite Mendell, Directrice, Institut Karl Polanyi d’Économie Politique ; Franz Wolfmayr, ancien Président de l’Association Européenne des Prestataires de Services pour Personnes Handicapées (EASPD) ; Maude Marquis-Bissonnette, Conseillère en charge de l’économie sociale, Conseil Municipal de la ville de Gatineau, Canada ; et Antonella Noya, Cheffe de l’Unité Economie Sociale et Innovation, Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

La première partie de la session s’est articulée autour des contributions et réflexions les plus marquantes du Forum que chacun des intervenants a partagé:

- Il ne suffit pas d’être en accord avec les valeurs de l’ES; il s’agit d’être activiste et de passer de la prise de conscience à l’engagement.
- Deux aspects essentiels doivent aller de pair: la coopération et la compétitivité. Une plus grande coopération est nécessaire afin que tous les agents se rassemblent. Il est en outre important de démontrer que l’ES est non seulement le modèle le plus juste, mais également un modèle durable — raison pour laquelle la compétitivité et l’efficacité sont primordiales.
- Il convient d’insister sur la force de la communauté et les valeurs partagées afin de permettre les changements sociaux. Cela passe par l’entreprise d’actions communes.
- Les jeunes doivent être intégrés au mouvement global de l’ES et il faut pour cela leur donner l’opportunité de faire entendre leurs voix. A cette fin, GSEF doit devenir un forum intergénérationnel.
- Il convient de souligner l’importance de la co-crédation de politiques entre les agents de l’ES et les autorités locales. Les villes ont un avantage concurrentiel car elles ont la capacité de mobiliser la population grâce à une bonne connaissance du territoire dans lequel elles sont implantées. Ces caractéristiques permettent d’adapter davantage les politiques à chaque territoire.
- Il faut passer du traitement des aspects généraux à une approche plus ciblée, comprendre les besoins des citoyens et y répondre par l’intermédiaire de projets adéquats.
- Nous devons tirer parti des marchés publics à deux fins: générer des emplois visant l’insertion des populations et fournir des services.
- Il est nécessaire de travailler de manière coordonnée entre les différents niveaux de

gouvernance afin de créer des écosystèmes de l'ES. Les politiciens ne peuvent travailler en silos alors que l'ES est transversale.

- Il est difficile de travailler de manière intersectorielle et transversale avec les structures rigides actuelles. Il faut briser ces barrières afin de permettre l'innovation. Comment « institutionnaliser la flexibilité »?
- Il est essentiel de mesurer l'impact social de l'ES, comme par exemple la participation et l'engagement.
- Une approche plus systématique est nécessaire: proposer des mesures concrètes, des forums de partage, intégrer davantage les connaissances, les recherches, etc. Il convient d'analyser et de tirer les enseignements des expériences infructueuses.
- Revendiquer l'hétérogénéité — un aspect qui rend certes compliqué de parler d'une seule voix, mais qui enrichit également le débat et permet de tirer les leçons des différentes formes d'expression de l'ES.
- L'ES est aussi une « vision » de la ville et montre comment atteindre les 17 Objectifs de développement durable.
- Le succès du Forum et la croissance de GSEF a été unanimement salué. Malgré sa jeunesse, GSEF a su mobiliser globalement.

Enfin, en conclusion à la fois de cette session et du Forum lui-même, il a été demandé à tous les intervenants de répondre à la question suivante: que faire pour créer un environnement propice à la croissance de l'économie sociale ? Les recommandations furent les suivantes:

- Dissémination: la société doit comprendre ce que les coopératives impliquent et leur capacité à faire face aux crises. Cela passe par la démonstration de leur capacité à distribuer la richesse à travers un mécanisme de solidarité, en insistant sur l'idée de distribution plutôt que sur la redistribution — terme qui présuppose une « erreur initiale ».
- Garantir la continuité des politiques pro-ES, pour laquelle un leadership politique couplé à la responsabilisation collective est nécessaire. Il est important de promouvoir la gouvernance multi-niveaux afin d'assurer la continuité et le caractère fructueux de l'ES — une gouvernance qui inclut également les citoyens.
- Leadership et cohérence des responsables politiques: il convient de convaincre les politiciens en leur présentant des preuves de l'impact de l'ES, afin de garantir la cohérence des politiques.
- Gouvernance: dans le cas de MONDRAGON, une attention a été systématiquement portée sur les relations internes et le management dans leur modèle flexible de gouvernance.
- Financement: il est nécessaire de reconnaître la limitation réelle que cela implique. Générer des bénéfices économiques est primordial afin de garantir les développements futurs sur le long terme. De ce point de vue, MONDRAGON est un écosystème basé sur la générosité et la coopération, qui inclut des instruments financiers de soutien mutuel.
- Continuer d'encourager l'échange de connaissances à travers par exemple les activités de GSEF et son forum bisannuel.
- Impliquer la jeunesse et encourager le dialogue intergénérationnel. Cela passe par des campagnes à destination des jeunes et par l'intégration de contenus de formation à l'ES dans les itinéraires éducatifs.
- Plus d'échanges sur des sujets concrets: communautés de pratiques, distinctions, etc.
- Mesurer l'impact social et la valeur sociale de l'ES afin qu'elle devienne un outil de



Cérémonie de clôture avec le Co-président de GSEF et le Maire de Bilbao

reconnaissance.

- Aider la société civile et créer des partenariats, en l'aidant à s'organiser et à soutenir le développement de l'ES dans différents contextes et pays.

Session de clôture

La Déclaration de Bilbao et la Déclaration des Jeunes ont été lues lors de la cérémonie de clôture du GSEF2018.

La Déclaration de Bilbao a été élaborée sous la supervision de GSEF au cours des mois précédant le Forum, tandis que le texte de la Déclaration des Jeunes a été préparé par un collectif de jeunes pendant le Forum.

Enfin, il a également été annoncé que la ville de Mexico accueillerait la cinquième édition du Forum, GSEF2020. Cette décision a été prise lors de l'Assemblée Générale de GSEF qui s'est tenue le 2 octobre 2018.

Parallèlement à la clôture du Forum, une lecture de la Déclaration en faveur d'un modèle économique et social inclusif a été organisée

5.

SOMMAIRE DES INITIATIVES

Les pages suivantes contiennent un résumé académique qui rend compte des initiatives présentées lors des ateliers parallèles du Forum. Dans le but de présenter une synthèse des contenus partagés, ceux-ci ont tous été classés en fonction des thèmes et sous-thèmes, dans le but de fournir une vue d'ensemble.



Cérémonie d'ouverture du GSEF2018

Thème 1

Co-crédation de politiques publiques

La “co-crédation” peut être grossièrement définie comme un modèle pour le développement et la conception - ou la refondation - de services publics auxquels participent différents types d'acteurs, non seulement les acteurs publics mais aussi les acteurs privés (utilisateurs de services, bénéficiaires indirects, etc). Ces acteurs transfèrent et partagent leurs expériences, leurs capacités et leurs ressources (connaissances, informations, etc) afin d'améliorer dans le même temps les processus (délibératif et décisionnel) et les résultats (services publics plus efficaces, efficaces et de qualité), et de générer une plus grande valeur sociale sous la forme d'intégration et de cohésion sociale.

Nous devons tenir compte du fait que, dans les processus de collaboration, chaque citoyen contribue et partage des valeurs et des ressources qui génèrent non seulement un résultat différent, mais également un environnement (espace public et relations de pouvoir) différent de celui sur lequel il repose. Ainsi, La co-crédation se conçoit également comme un modèle de transformation sociale et d'apprentissage des valeurs démocratiques dans la mesure où celle-ci contribue à renforcer le sentiment d'appartenance, l'implication et l'engagement moral envers la communauté ou le groupe duquel les citoyens font partie.

Stratégies de collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale

Les collaborations entre acteurs publics, privés et communautaires évoluent et se développent à toutes les étapes des projets, dans le but:

- D'identifier les besoins du territoire
- De construire des solutions partagées
- D'impliquer véritablement les habitants du territoire en question
- De gérer les projets sur une base partagée
- D'effectuer une évaluation participative

Ces collaborations peuvent prendre différentes formes: gouvernance participative, co-construction de politiques publiques, associations public-privé-communauté, ou gestion partagée. Elles apportent de nombreux avantages importants, tels que la formation et l'autonomisation du quartier, tout en permettant une plus grande appropriation et durabilité du projet.

9 initiatives d'Europe, d'Asie, et d'Amérique ont fait l'objet d'une présentation et ont permis d'introduire des stratégies de collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale. Ces initiatives ont montré que l'économie sociale, en collaboration avec les administrations locales, est capable de générer de l'emploi stable dans les entreprises d'insertion, les communautés de travail et les coopératives de divers secteurs. Cela a également montré à quel point les politiques publiques actives à caractère local constituaient un instrument efficace d'intégration des groupes à risque ou en situation d'exclusion sociale, agissant dans une double perspective grâce à la mise en jeu. Enfin, l'impact des espaces de travail collaboratif sur les communautés locales dans la promotion de l'entrepreneuriat social a été démontré.



Session sur les 'Expériences d'alliances entre institutions'

De même, la nécessité de promouvoir un niveau plus élevé de communication et de dialogue entre les entreprises de l'économie sociale travaillant dans des secteurs innovants et émergents (économie circulaire, changement climatique, TIC, etc.) a été confirmée.

Marchés publics et clauses sociales

Les marchés publics jouent un rôle très important dans l'économie. Au sein de l'Union européenne, les administrations publiques dépensent plus d'un milliard d'euros pour l'achat de biens et de services, ce qui représente d'après plusieurs études entre 12 % et 15 % du produit intérieur brut, soit environ 2 000 euros par habitant et par an (Lesmes, 2006).

Toutefois, les marchés publics reposent encore largement sur des critères techniques et économiques qui ne prennent pas suffisamment en compte d'autres principes plus importants d'éthique, de solidarité et sociaux.

Lors de la présentation de 3 initiatives ayant trait aux marchés publics et aux clauses

sociales provenant de France, d'Equateur, et du Royaume-Uni, trois aspects fondamentaux ont été relevés: ce type de projet se caractérise par la promotion de la création d'espaces de concertation entre agents publics et privés cherchant à établir des liens ; ils cherchent à sensibiliser les autorités locales et les fonctionnaires en soulignant l'intérêt d'investir dans les chaînes de valeur locales et l'impact économique positif qui en découle ; enfin, il fut noté que l'engagement et le leadership politique et institutionnel au plus haut niveau se poursuivait sur le long terme.

L'économie sociale dans les politiques publiques

L'intégration progressive de l'économie sociale dans de nombreuses politiques publiques a conduit à reconnaître le rôle positif de ce secteur dans la réalisation d'objectifs d'intérêt social. Cette capacité de l'économie sociale à générer des bénéfices collectifs n'est pas passée inaperçue auprès des gouvernements à différents niveaux (local, régional, étatique et supra-étatique). En effet, c'est la principale raison qui a légitimé l'implication des entreprises et des institutions de l'économie sociale dans un nombre croissant de politiques de natures différentes, voire l'établissement de politiques publiques visant spécifiquement à promouvoir ce secteur.

Au total, 12 initiatives ont été présentées: des initiatives de villes européennes avec Barcelone, Bilbao, Lille, Örebro, Madrid et Vitoria-Gasteiz ; d'Amérique du Nord avec Montréal ; d'Asie avec Séoul ; d'Amérique latine avec Maricá ; et d'Afrique avec Dakar. Durant les sessions, il a été souligné que face à diverses réalités telle un contexte de chômage des jeunes par exemple, la possibilité de relever les défis par l'économie sociale est pertinente et qu'il convenait donc de promouvoir l'économie sociale avec plus de détermination. Une des recommandations est de changer d'échelle et de recentrer l'économie sur les individus des personnes, en particulier les jeunes car ils sont moteur du changement social (notamment dans les pays où la proportion de jeunes au sein de la population est élevée comme l'Afrique).

Enfin, les intervenants ont souligné qu'il importait de promouvoir une gouvernance fondée sur la coopération entre l'administration et la société civile et de changer le mode de fonctionnement des municipalités, passant d'une approche subsidiaire à des modèles de partenariat, en tenant compte de la nécessité de garantir un financement suffisant et stable.

L'économie sociale dans les objectifs de l'Agenda de développement durable 2030

Les Nations Unies reconnaissent le rôle important que jouent les coopératives et les entreprises et structures de l'économie sociale dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, qui consiste à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Les experts considèrent également que l'économie sociale contribue à la réalisation de ces objectifs, notamment en ce qui concerne ceux liés à la croissance inclusive et durable, au plein emploi ou au travail décent pour tous, à l'industrialisation inclusive et à l'innovation. C'est pour ces raisons, entre autres, que les structures de l'ES peuvent devenir un agent clé de la réalisation des ODD.

GSEF2018 a souhaité mettre en lumière les opportunités offertes par l'économie sociale pour atteindre les Objectifs de développement durable. Ce sujet a suscité un intérêt particulier, autour duquel 4 ateliers ont été organisés, dont 3 par des institutions internationales engagées dans la réalisation de ces objectifs: L'UNRISD, le RIPESS et CGLU ont tenté de montrer l'orientation et le fonctionnement de leurs activités internationales visant à promouvoir la réalisation des ODD. Des initiatives mises en oeuvre dans différentes villes (Séoul, Montréal, Kuala Lumpur, Bamako et Grenade) montrent la nécessité de travailler par le biais de réseaux et d'alliances internationaux qui permettent d'étendre les expériences réussies vers d'autres territoires. Des cas concrets associant des projets locaux à la réalisation de certains objectifs ont également été mentionnés, comme par exemple l'objectif 12 (Garantir des modes de consommation et de production durables). Dans cette optique, l'ES se révèle être une excellente alliée pour faire avancer les politiques locales liées à l'économie circulaire.

Lors du quatrième atelier, 4 initiatives du Guatemala, d'Inde, d'Espagne et des Pays Bas ont été présentées. Les discussions ont porté sur des expériences hétérogènes offrant différentes perspectives sur l'action des organisations en faveur de l'avancement de l'Agenda du développement durable, notamment du point de vue du développement territorial inclusif et durable via une contribution à la création d'emplois et de revenus familiaux, à la restauration du paysage naturel et à la souveraineté alimentaire.

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de promouvoir davantage d'initiatives en faveur des personnes handicapées, de financer des projets dans les pays du Sud et de promouvoir des entreprises coopératives dont les activités sont axées autour d'engagements en matière de santé et de développement durable, afin de contribuer à une société caractérisée par des niveaux de santé et de bien-être supérieurs.



Participant posant une question lors d'une séance thématique du thème 1

Thème 2

La contribution de l'économie sociale à la transformation du territoire



Le territoire, au sens large, est l'acteur par excellence du développement inclusif et durable, en ce sens qu'il peut être compris non seulement comme une zone géographique, mais également comme un ensemble d'agents, de possibilités, de potentialités, un espace avec une trajectoire économique et un environnement culturel, historique et social communs, qui sont à la racine de réalités spécifiques et d'un potentiel de développement endogène déterminé. Il existe sur les territoires des facteurs et caractéristiques socio-économiques qui construisent leurs identités et peuvent favoriser un processus de développement inclusif et durable.

Entrepreneuriat et innovation sociale

Ces dernières années, s'est renforcé l'idée que le développement économique et le bien-être de la société passent par la consolidation d'organisations hybrides combinant des pratiques sociales et commerciales sans distinction. La recherche de processus disruptifs pour faire face aux problèmes sociaux croissants s'est accompagnée de la récupération de modèles de travail collaboratif, de gestion autonome ainsi que de co-création intégrant la vision et les contributions des différents acteurs de la société. L'entrepreneuriat social est l'un des processus par lequel l'innovation sociale est développée, dans le cadre de modèles commerciaux garantissant sa durabilité économique et sociale.

Lors du GSEF2018, l'OCDE a organisé un atelier sur ce thème et 3 autres ateliers se sont tenus au cours desquels 10 initiatives ont été présentées et partagées autour de l'entrepreneuriat et de l'innovation sociale en Espagne, en Amérique Centrale, en France et en Belgique. Toutes ces sessions ont mis en évidence le lien de causalité entre l'innovation sociale et le développement des communautés, soulignant que les collaborations à long terme réussies entre secteur public et secteur privé sont remarquablement caractérisées par une dimension de service social et communautaire, qui accorde une attention particulière à l'université comme promoteur de l'économie sociale.

Du point de vue du soutien aux différents groupes sociaux, les intervenants ont souligné le partenariat visant à soutenir l'esprit d'entreprise des immigrées, l'appui à l'esprit d'entreprise des femmes en situation de vulnérabilité, et les fonds de crédit renouvelable grâce auxquels les habitants des zones rurales ont accès à des services financiers innovants et des formules entrepreneuriales efficaces.



Session organisée par l'OCDE

Toutes les initiatives présentées recommandaient un approfondissement des formules de financement (réseaux communautaires, coopératives, économie solidaire et financements collectifs) et la mise en évidence de la pertinence des cofinancements publics et privés.

Territoires socialement responsables

Selon le Comité économique et social européen, “un territoire peut se définir comme socialement responsable lorsqu’il oriente son propre développement dans le sens du développement durable ; autrement dit, lorsqu’il intègre la dimension économique, sociale et environnementale dans son propre développement. Un territoire qui parvient à intégrer les considérations sociales et environnementales dans ses décisions économiques, partageant un modèle de valeurs et une méthode participative dans les processus de prise de décisions, favorisant les bonnes pratiques et l’interaction permanente entre les parties prenantes, afin d’encourager l’innovation et la compétitivité, peut être considéré comme un territoire socialement responsable”.

Le développement économique et technologique actuel crée un enrichissement qui, dans de nombreux territoires, représente une croissance inégalitaire, entraînant un risque d’exclusion sociale et professionnelle de la population ainsi qu’une dégradation de l’environnement. Créer des territoires socialement responsables implique d’élaborer des politiques qui répondent aux problèmes spécifiques du territoire, en recherchant la collaboration des agents impliqués et

en tenant compte non seulement de la valeur économique, mais également des valeurs de richesse sociale, éthique et culturelle.

Quatre initiatives d’économie sociale dans le domaine des politiques publiques de France, du Mexique, de Belgique et d’Espagne ont été présentées durant le Forum. Les solutions fournies, telles que les labels ou les consortiums d’entreprises sociales et durables, sont consolidées comme outil de soutien à la consommation et à la production responsables - système dans lequel les acteurs et les agents sont évalués, et sont capables de promouvoir dans les territoires une gestion propice à modifier les modes de consommation et à effectuer une évaluation des impacts humains et économiques sur ces mêmes territoires.

Les marchés de seconde main, ou encore la récupération d’espaces abandonnés par le biais de l’organisation sociale et la promotion de l’entrepreneuriat vert et écologique intervenant sur le territoire, sont des opportunités pour la création d’entreprises sociales, la promotion de l’esprit de communauté, et la génération d’engagements solides de la part de l’administration publique en faveur d’une consommation durable et la création d’emplois, qui se concentrent sur le territoire et ses potentiels.

Écosystème d’innovation sociale

Les écosystèmes d’innovation sociale sont des environnements dans lesquels émergent de multiples initiatives qui stimulent les processus sociaux et de compétitivité, et le développement productif et d’innovation sur différents territoires.

Actuellement, parmi les différents acteurs impliqués dans l’écosystème de l’innovation sociale, il existe un intérêt croissant pour la détermination de variables permettant de mesurer les différentes initiatives et leur impact social potentiel, afin de pouvoir soutenir celles qui ont un potentiel d’impact généralisé et qui peuvent provoquer un changement profond.

Sur ce sujet, 8 initiatives d’Europe, d’Amérique du Nord et d’Afrique ont été présentées. Il a été constaté que le fonctionnement des écosystèmes reposait sur le travail et la force collectifs, ainsi que sur la volonté de mettre en œuvre des actions fondées sur la mobilisation des citoyens afin de créer un écosystème étendu et diversifié.

En Europe, il est nécessaire d’instaurer un environnement favorable à la création d’un écosystème d’innovation à orientation sociale et technologique associant différents réseaux, acteurs et collaborateurs. En Asie, l’accent a été mis sur la nécessité de modifier les politiques d’aide afin d’améliorer la compétitivité et l’assistance visant à développer les coopératives, deux axes pour lesquels les progrès sont insuffisants. Enfin, en Afrique, l’utilité de l’économie sociale comme moyen de responsabiliser les citoyens, de promouvoir l’esprit d’entreprise et de parvenir à une économie plus durable dans les zones de conflit (camps de réfugiés en Tanzanie) est indéniable.

ES et citoyenneté en coopération: binôme de transformation

Les organisations de l'économie sociale constituent dans leur ensemble l'« échafaudage » de base dans la construction sociale de l'identité civique et dans l'exercice quotidien de la participation citoyenne. Elles contribuent à l'extension du bien-être général par la pratique participative de sujets individuels, associatifs et collectifs, donnent de la densité au tissu social, et favorisent l'intégration des personnes et des groupes.

Les recherches en économie sociale sur le sujet s'accordent sur la nécessité de préserver l'indépendance des organisations et de renforcer leur nature sociale et participative dans le développement d'une vie communautaire plus aboutie, basée sur la collaboration des citoyens et le consensus dans le développement d'une démocratie plus participative et coopérative entre les différents acteurs impliqués dans le bien-être. A ce stade, afin que les citoyens aient accès aux décisions publiques, il est nécessaire que les organisations sociales souscrivent à des stratégies visant à promouvoir l'activation et la transformation du soi-disant capital social en capital politique.

Quatre initiatives d'Asie, d'Europe et d'Afrique ont été présentées. Ces initiatives partageaient la caractéristique commune de mettre en évidence un impact certain à différents degrés. Il s'agissait de l'expérience du bond de l'économie sociale à Séoul, qui a permis la génération d'un nouveau contrat social ; des difficultés de gestion identifiées au Népal en raison de restrictions budgétaires et de manques en matière de transport et de stockage ; du modèle de gestion transparent au Cameroun qui a permis la mise en oeuvre d'initiatives poussées par les femmes au profit de leurs familles ; et des initiatives d'économie sociale et solidaire à Madrid dans les secteurs du recyclage, de l'alimentation, de la mobilité, des soins et de l'énergie qui constituent un moteur de la transformation urbaine dans les quartiers et créent ainsi des emplois locaux et de qualité, promouvant un autre modèle de ville.

L'ES et sa contribution aux processus post-conflit

L'ère post-conflit implique de penser, planifier et exécuter des actions lorsque le conflit dans une zone donnée est terminé. Dans cette vision, les conflits et les situations d'après-conflit impliquent de nombreux facteurs et acteurs qui exigent des solutions intégrées et coordonnées, ce qui rend plus difficile et complexe de parvenir à une ère post-conflit et à la paix tant attendue.

Compte tenu des situations de pauvreté et d'inégalité qui sous-tendent généralement les situations de conflit, les organisations et la société civile doivent gérer les initiatives économiques, comprendre adéquatement les problèmes et proposer des solutions, et apprendre et utiliser de nouvelles compétences et connaissances. Le rôle des institutions de l'économie sociale, des ONG et du tiers secteur joue un rôle de liant dans la vie sociale car, après un conflit, la société a besoin d'un réseau d'institutions pour rassembler et lier entre eux les citoyens, et les reconnecter à la vie sociale.

L'une des trois initiatives présentées a montré les résultats d'une étude comparative sur les

pays confrontés à des situations post-conflit et qui ont opté pour l'économie sociale. Sur la base de cette étude comparative, 2 ateliers sur l'expérience Colombienne ont été organisés sur le projet de collaboration avec l'Union européenne ayant pour objectif de promouvoir le développement de la coopération dans le pays d'Amérique latine. L'étude comparative a mis en évidence le fait que, malgré les origines et les caractéristiques hétérogènes des conflits en question, il est clair que ces initiatives doivent être abordées dans une approche intégrant une triple perspective:

- Locale. Les initiatives qui impactent l'engagement et la participation de la communauté, ainsi que la renforcement des capacités, sont des aspects clés à développer dans ces processus.
- Thématique, dans le sens de considérer de manière globale et exhaustive les différentes sphères de la communauté (développement régional, éducation, santé, emploi, etc.).
- Systémique et orienté vers le changement d'attitudes, de valeurs et de politiques.

De la même façon, il s'agit d'aborder un changement novateur dans la façon de penser et d'organiser (gouvernance participative), à développer un langage commun entre les différents agents impliqués, et à évaluer l'impact de ces initiatives non seulement d'un point de vue économique mais aussi en tenant compte des récits et des expériences vécus.

Histoire de MONDRAGON

MONDRAGON est l'une des expériences concrètes les plus emblématiques et les plus anciennes dans la sphère du coopérativisme et de l'économie sociale dans ses divers



Le Maire de Mondragon pendant le Podium des Maires



Présentation de l'Université de Mondragon

modes et secteurs. MONDRAGON est devenu le paradigme du développement industriel en Espagne grâce à une formule non conventionnelle: la propriété coopérative des travailleurs. Le mouvement coopératif de Mondragon, qui a toujours eu pour objectif principal de créer une entreprise plus juste et plus solidaire, fondée sur le respect de la liberté, de la dignité et du développement de l'individu et de la communauté, constitue aujourd'hui une référence internationale de l'économie sociale, désireuse de partager son expérience avec les participants au Forum.

Lors du GSEF2018, l'évolution de MONDRAGON a été présentée depuis ses origines, avec ses aspirations originelles qui consistaient à transformer la structure de l'entreprise capitaliste afin de transformer la société sur le même modèle à travers la promotion d'expériences d'autogestion et d'autogouvernance communautaire.

Il a en outre été mentionné que certains défis ont amené des réflexions sur la situation financière en termes de rentabilité et de rendements, dans un scénario de plus en plus concurrentiel, sur son modèle de gouvernance, qui a tendance à être moins rapide dans la prise de décision, ainsi que sur la véritable vocation transformatrice du mouvement coopératif, parfois associé ces derniers temps à un certain conservatisme.

Thème 3

Les défis pour la croissance des structures de l'ES



Les institutions de l'économie sociale font face à d'importants défis liés à leur capacité de croissance. Ce sous-thème est axé sur la discussion autour des facteurs qui favorisent et inhibent la croissance, qu'ils soient internes ou externes. La Commission européenne a indiqué que les entreprises de l'économie sociale présentaient un potentiel de croissance important en raison de la « demande croissante d'innovation sociale et du développement des nouvelles technologies et des plateformes de collaboration ». Toutefois, la Commission a aussi indiqué que, ces entreprises rencontrent encore des difficultés pour obtenir des financements et un soutien, notamment en raison du « manque de reconnaissance et de compréhension de leur potentiel économique et de l'exploitation insuffisante des nouvelles technologies » (communication de la Commission: les leaders de l'Europe de demain: initiative sur les entreprises émergentes et en expansion. 22.11.2016). Lors du Forum, cette vision européenne des défis pour la croissance des institutions de l'ES a été partagée et confrontée avec d'autres perspectives régionales, dans le but que l'interaction entre ces différentes réalités donne une vision partagée des défis communs à relever afin d'encourager la croissance de l'économie sociale.

Expériences d'alliances entre institutions de l'économie sociale

Le caractère pluriel et multiforme de l'économie sociale nécessite la présence d'organisations fortes représentant les différents groupes ainsi que les réseaux qui s'en réclament. L'identité partagée et l'essence des intérêts communs que rassemble l'économie sociale soulignent la nécessité et la pertinence d'efforts inconditionnels de structuration associative de l'ensemble de l'économie sociale, aux niveaux national et international. Plus l'image collective projetée par l'économie sociale sera visible et puissante, plus nombreuses seront les possibilités de développement et d'action efficace de toutes et chacune des entités de l'économie sociale.

7 initiatives menées à Yaoundé, Saint-Domingue, New York, Bilbao, Buenos Aires, Rennes et Liverpool ont été présentées. Elles concernaient des alliances entre structures de l'économie sociale à travers lesquelles celles-ci cherchaient à renforcer leurs activités et à générer une meilleure visibilité pour elles-mêmes, tant au niveau local que dans le cadre d'échanges avec des responsables politiques. L'origine de chacune de ces alliances est très diverse mais elles partagent toutes un point commun: ce sont toutes des alliances de proximité à la poursuite d'objectifs divers. Certaines cherchent à remédier aux inégalités à travers une approche systémique ; d'autres cherchent à accroître l'engagement des administrations vis-à-



Participants à une session thématique du thème 3

vis des marchés publics durables, ainsi que de leur implication dans les politiques publiques municipales en lien avec les projets d'insertion. Dans ce contexte, il s'avère également critique de trouver des formules d'investissement plus abordables et plus flexibles que celles du marché pour promouvoir l'économie sociale dans des projets qui n'ont pas nécessairement un rendement financier, mais un investissement social, de sorte que, dans ce cas, les alliances entre structures de l'économie sociale sont absolument nécessaires.

Pour toutes les initiatives, générer un réseau d'alliances et une gouvernance avec d'autres structures s'est avéré être un défi partagé. Tous les intervenants ont en outre souligné qu'en plus des alliances, la participation de la société était également nécessaire.

Génération de fonds et autres outils pour la création et le soutien aux initiatives de l'économie sociale

Il est nécessaire d'analyser quels instruments financiers sont les plus adaptés et d'encourager la diffusion de ces derniers à tous les niveaux, afin de créer un écosystème financier global et de permettre le développement et la croissance des entreprises de l'économie sociale. Il est également important de faciliter l'accès aux informations relatives aux possibilités de financement pour les entreprises d'économie sociale. Ces recommandations furent au cœur de la présentation des initiatives présentées dans ce sous-thème.

8 initiatives de Corée, du Canada, de France, des États-Unis, de Côte d'Ivoire et du Pays Basque (Espagne) ont été présentées lors de deux ateliers. Les intervenants ont tous souligné l'importance de fournir des fonds publics/privés aux entreprises de l'économie sociale (clubs

d'investisseurs en France) susceptibles de générer un capital pour la promotion de la propriété partagée (coopératives, communautés d'affaires, etc.): à travers des outils comme l'approbation, les entreprises de l'économie sociale augmentent leur capital de confiance et de crédibilité, bénéficient d'une augmentation de la limite de risque auprès des institutions financières, et peuvent profiter de solutions sur mesure et d'un pouvoir de négociation. Ils ont également souligné la pertinence d'accords tels que le Fonds européen d'investissement qui garantit des prêts afin que tout projet viable ne soit pas à court de financement.

INAISE, l'Association internationale des investisseurs dans l'économie sociale, a également organisé lors du GSEF2018 un atelier thématique sur le financement lors duquel plusieurs questions ont été abordées. Parmi celles-ci, la finance sociale est-elle suffisante pour permettre le changement d'échelle lorsqu'il s'agit d'entreprises d'économie sociale ? Il est essentiel de diversifier le financement des entreprises d'économie sociale par rapport aux canaux de financement traditionnels et de promouvoir de nouveaux canaux plus innovants, en prenant conscience que ces entreprises ont besoin d'outils adaptés. Dans cette optique, il a été jugé stratégique de susciter une prise de conscience citoyenne responsable, capable de reconnaître la valeur sociale du soutien financier à l'ES afin de promouvoir ainsi une augmentation de l'épargne solidaire et une croissance du système bancaire éthique.

Monétisation de la valeur sociale des organisations. Une approche par groupe d'intérêt

“Les entreprises de l'économie sociale ont la capacité de générer des richesses qui ne se limitent pas au capital financier, mais englobent aussi et principalement le capital social”, indique le livre blanc rédigé par Social Economy Europe. Pour cette raison, la Commission européenne souhaite mesurer l'impact des entreprises sociales et s'attend à ce que cette mesure produise des résultats positifs en termes d'investissement et d'accès au financement.

Cependant, l'économie sociale, en plus de tirer parti du vent favorable apporté par cette volonté des institutions européennes, doit également suivre son chemin et aborder la mesure de sa valeur sociale à partir d'une approche inclusive, à commencer par la prise en compte de ses parties prenantes. Cette approche génère grâce à ses interactions la possibilité de monétiser la valeur sociale des institutions de l'ES, et cibler ainsi non seulement la mesure quantitative de leurs activités mais aussi leur impact social.

Parmi les 4 initiatives présentées en provenance du Canada, d'Espagne, et d'Italie, l'importance d'impliquer les parties prenantes dès le début des processus d'évaluation a été soulignée, ainsi que la possibilité d'adapter les messages et les canaux de communication aux besoins soulevés par chaque partie prenante.

Chacune de ces expériences visent à amener les parties prenantes à s'impliquer et à participer à l'évaluation, et elles ont montré une amélioration de la gestion de la gouvernance multi-acteurs, qui s'est également révélée utile pour construire une stratégie et des actions ayant pour but de tisser et d'améliorer la relation avec les parties impliquées en raison de la contribution positive de cette approche. Ces processus permettent également l'augmentation

des valeurs sociales dans les actions des organisations, ainsi que de leur motivation.

La mesure de la valeur sociale est un thème qui a également été abordé lors des sessions plénières qui, au final, souligne le besoin de mesurer la valeur sociale pour connaître et diffuser le contraste que représente l'ES par rapport à d'autres formules commerciales.

Thème 4

Le futur du travail et de l'emploi: Le rôle de l'ES

Bien que des tendances telles que les changements démographiques, la diversité culturelle, la réconciliation du travail et de la vie de famille, la transformation des environnements de travail ou la convergence des technologies soient en pleine évolution, d'autres événements perturbateurs pourraient transformer le marché du travail de manière inattendue: migration inverse, valeurs en mutation du personnel employé, ou l'intelligence artificielle et les robots. Selon les estimations, 45 % à 60 % des travailleurs européens pourraient être remplacés par l'automatisation avant 2030.



La session "Jeunesse et économie sociale"



Présentation du Gouvernement Métropolitain de Séoul

Le binôme travail productif/reproductif

Au fur et à mesure que l'économie se mercantilise et que le revenu familial augmente, une part croissante du travail de reproduction devient un travail rémunéré. Certaines tâches de reproduction sont transférées de la sphère domestique aux marchés, telles que les garderies, les blanchisseries, ou la vente de nourriture dans la rue ou dans les restaurants. Beaucoup de ces services fonctionnent presque exclusivement avec des femmes, mais leur travail est alors rémunéré et statistiquement visible - du moins lorsqu'il fait partie du secteur formel. Cependant, il s'agit toujours d'un travail « reproductif » puisqu'il contribue au maintien de la force de travail et à la reproduction sociale.

La conciliation de la vie professionnelle et personnelle, les soins, l'informalisation du travail rémunéré ou encore l'égalité des chances sont des questions essentielles liées au rôle de l'économie sociale dans le binôme de travail productif et reproductif.

Deux initiatives en provenance d'Espagne et du Cap-Vert ont été présentées autour de ce sous-thème. Les éléments suivants ont été mis en avant:

- Il est nécessaire de renverser la pensée économique et de placer l'individu au centre, dans une économie alternative intégrant le marché productif et reproductif. Il est recommandé de travailler avec des approches à long terme dans ce domaine, et de sensibiliser et de responsabiliser les femmes dans leur planification familiale et leur développement socio-économique. Parallèlement, un travail continu et prudent est nécessaire avec les hommes pour éviter la résistance, en mettant particulièrement l'accent sur la coresponsabilité dans la prévention des comportements à risque susceptibles de créer des situations délicates pour les femmes.

- Parallèlement à cela, et compte tenu du nombre de tâches de service de soins qui sont principalement effectuées par des femmes immigrantes dans les pays européens, nombre d'entre elles en situation précaire et irrégulière, des moyens de collaboration ont été explorés dans les structures et entreprises de santé et de l'ESS pour une plus grande socialisation des services de soin sur un mode collaboratif. La naissance de coopératives dans ce secteur peut aider à la régularisation des immigrantes.

Éducation et jeunesse, pour assurer l'avenir de l'ES

Afin de résoudre le problème de l'employabilité des jeunes dans le futur et de réduire la disparité croissante entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, l'éducation inclusive et continue est considérée comme une stratégie appropriée. Cette solution pourrait également contribuer à résoudre le problème de la nécessaire adaptabilité à un monde du travail en constante mutation, dans lequel les individus doivent changer de travail et accepter des emplois à court terme. En outre, il serait souhaitable que chacun acquiert des compétences interpersonnelles en communication et en réseautage professionnel, et que ces compétences ne soient pas uniquement acquises pendant les études supérieures.

Autour de ce sous-thème, un total de 9 initiatives d'Afrique, d'Europe et d'Asie ont été présentée et ont souligné l'importance de consacrer de l'espace et du temps dès le plus jeune âge (école primaire et collège) afin d'encourager les potentiels et les passions, afin que ceux-ci deviennent des projets futurs, ainsi que pour identifier les enfants surdoués dès le plus jeune âge. Un autre des défis identifiés concerne la facilitation des mécanismes de financement pour les entreprises en phase de démarrage, car les jeunes ont de grandes difficultés à obtenir des fonds pour démarrer leurs projets.

Les initiatives ont souligné que la promotion de l'économie sociale est une stratégie efficace pour faciliter la transition des jeunes travailleurs de l'économie informelle vers l'économie sociale et solidaire, pour contrôler la migration des zones rurales vers les grandes villes et celle des jeunes, et pour améliorer les biens et services dans les communautés. L'ES permet aussi de développer les compétences substantielles des groupes les plus défavorisés en zones rurales (jeunes femmes et migrants) dans des pays tels que le Mali ou l'Inde.

Enfin, en mettant l'accent sur la communauté éducative, les intervenants ont souligné l'importance d'intégrer des compétences, des outils et des espaces d'actions de transformation dans la formation professionnelle afin de contribuer à la promotion des droits humains ayant un impact important sur les citoyens.

L'objectif de donner la parole et de l'espace aux jeunes a été accompli lors du GSEF2018 non seulement à travers l'atelier thématique organisé à cet effet, mais également à travers la rédaction et la lecture de la Déclaration de la jeunesse, dans laquelle les jeunes ont souligné la nécessité de disposer d'espaces de rencontre et de partager leurs expériences, leurs connaissances et leurs ressources, afin d'assurer la poursuite de cette dynamique.

Inclusion socio-professionnelle et économie sociale

Les entreprises d'intégration et les centres spéciaux d'initiatives sociales pour l'emploi sont nés dans le but de servir d'instruments de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et d'amélioration de l'inclusion sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Ce sont des initiatives d'entreprise combinant une logique d'affaires et des méthodologies d'insertion professionnelle. Ces entreprises ne sortent pas des processus classiques de l'économie - elles produisent des biens et des services - mais elles améliorent l'environnement, les services rendus aux personnes et la qualité de la vie, tout en étant rentables et compétitives.

Divers aspects de l'inclusion socio-professionnelle par l'économie sociale ont été examinés à travers la présentation de 7 initiatives mises en oeuvre en provenance de quatre continents, à savoir les villes de Bordeaux, de Tirlemont, de Tokyo, de Montevideo, de Bilbao, de Saint-Sébastien et de Madrid. Ces aspects vont de l'intégration des universités aux programmes de soutien à l'inclusion, à la nécessité d'accroître les possibilités d'emploi pour les personnes handicapées à travers la stimulation des entreprises dans lesquelles elles sont intégrées. Cela montre à quel point la participation pour autonomiser les personnes des groupes les plus vulnérables est essentielle pour encourager le civisme, restaurer les espaces publics et développer des formats d'échange collectif.

Il existe des facteurs de succès en matière d'intégration sociale, tels que la planification d'itinéraires complets d'insertion (individualisés, flexibles et à moyen terme) ou le travail dans des entreprises standardisées, ce qui constitue une solution efficace d'insertion socio-



La session "Travail décent et esprit d'entreprise pour l'inclusion sociale et professionnelle en Afrique"

professionnelle. Du point de vue de la planification, la mise en œuvre de processus de réflexion afin d'améliorer les méthodologies de travail dans l'accompagnement de création d'entreprises d'insertion est très efficace. Dans ce contexte, il convient de ne pas minimiser la nécessité de s'occuper de la formation du personnel impliqué dans ces itinéraires car il occupe deux fonctions fondamentales: être le lien dans le processus de formation en premier lieu et il se convertit en facteur de succès avec les entreprises d'insertion par la suite.

Transformation des entreprises à travers l'économie sociale

Outre les processus traditionnels de création d'entreprises d'économie sociale par des entités entrepreneuriales collectives (par exemple, les coopérative de travailleurs associés et les sociétés de travailleurs dans lesquelles la majorité du capital est détenu par les travailleurs), les cas de transformation d'entreprises en crise ou sur le point de fermer qui, avant la fermeture, décident de devenir des coopératives ou des entreprises de travail pour maintenir l'emploi et l'activité productive sont de plus en plus d'actualité.

4 initiatives provenant d'Espagne et de Belgique ont été présentées, où il a été souligné à quel point les initiatives entrepreneuriales de l'ES se sont développées, évoluent et s'adaptent aux époques et aux changements sociaux en fournissant des réponses complètes aux besoins sociaux des personnes qui se retrouvent en situation de vulnérabilité et à leurs familles.

Grâce à une croissance organisée et durable, soutenant la diversification des activités, et surtout grâce à un engagement, une capacité d'initiative et une coopération participative, il a été possible de créer des initiatives offrant des services de qualité à la communauté: services dans les cantines scolaires et les hôpitaux, horticulture biologique ou économie numérique.



Session parallèle organisé par C.I.T.I.E.S

6.

RÉALISATIONS ET HÉRITAGE DU GSEF2018

Ce dernier chapitre du rapport final du Forum vise à rassembler quelques derniers commentaires sur ce que nous considérons comme les accomplissements du Forum et qui font maintenant partie de « l'héritage de Bilbao ». Nous nous référons en particulier aux trois déclarations lues lors de la session de clôture: **la Déclaration de Bilbao**, **la Déclaration de la jeunesse** et **la Déclaration sur la parité**. Les trois déclarations ont été rendues possibles grâce à la volonté et à la contribution des différentes familles de l'économie sociale, qui - tout en vivant des réalités différentes à travers le monde - partagent le même objectif: la promotion d'un modèle de développement fondé sur des valeurs de solidarité, d'équité et de transparence.

Pour l'élaboration de la **Déclaration de Bilbao**, un groupe de travail a été créé en juin 2018. Ce groupe de travail a passé en revue les débats et les réussites passées dans le domaine de la promotion de l'ES. Il a aussi pris en compte le travail conséquent réalisé par les structures et des réseaux de l'ES, en collaboration avec les gouvernements locaux et les villes, sans oublier leur rôle actif dans la concrétisation du développement durable au-delà de 2018.

Sur la base de l'examen et des réflexions issues de la Déclaration de Séoul de 2013 et de la Déclaration de Montréal de 2016, le groupe de travail sur la **Déclaration de Bilbao** a débattu des points essentiels à mettre en lumière de nouveau à Bilbao et des éléments de plaidoyer qui se devaient d'être inclus dans la Déclaration du GSEF2018.

Six réunions se sont tenues via Skype en anglais et en français - étant donné que les participants venaient des quatre coins du monde - et une septième a eu lieu à Bilbao le 30 Septembre, juste avant l'ouverture du GSEF2018, en présence de tous les membres du groupe

de travail et d'autres acteurs importants de l'ES d'Espagne et d'Europe. Les membres du groupe de travail, les organisations internationales et les acteurs de l'ES (tant au niveau local que global) se sont tous mis d'accord sur le contenu de la Déclaration de Bilbao, qui doit constituer dans le futur une pierre angulaire significative sur le chemin vers un développement local inclusif et durable. La Déclaration de Bilbao a été annoncée lors de la cérémonie de clôture le 3 Octobre, puis a été partagé sur le site du GSEF2018 dans les 4 langues officielles.

En ce qui concerne la **Déclaration de la jeunesse**, l'initiative a vu le jour pendant le Forum lui-même dans le but de donner plus de visibilité aux jeunes et d'inclure leur(s) point(s) de vue au sein de la Déclaration finale de Bilbao. Tout d'abord, un comité a été formé par le représentant du Réseau des jeunes coopératives européennes et un représentant de l'aile jeunesse du Chantier de l'Économie Sociale. Ils ont rédigé le texte de la Déclaration et l'ont validé auprès des jeunes participants du Forum et de 100 jeunes militants sociaux via les réseaux sociaux. Le texte ainsi élaboré a été partagé dans un groupe de discussion au sein du Forum où il a reçu davantage de commentaires et d'avis.

Une fois le texte approuvé et validé, il a été convenu lors d'une réunion avec la Secrétaire Générale de GSEF de ne pas l'inclure dans la déclaration finale mais de lui attribuer plutôt un espace de visibilité propre, compte tenu du fait que l'implication et la participation des jeunes sont essentielles pour le progrès du GSEF en tant que réseau et pour l'avancement de l'économie sociale en général. Ainsi, la Déclaration de la jeunesse a été lue lors de la session de clôture du Forum, lançant un challenge pour l'édition 2020 du GSEF: au moins 35 % des participants à la cinquième édition devraient avoir moins de 35 ans. Et c'est ainsi que cette



5 représentantes lisant la Déclaration de parité en faveur de l'égalité et de l'économie sociale

déclaration, une première en son genre, fait désormais partie de l'héritage de Bilbao.

Concernant la **Déclaration de parité** en faveur de l'égalité et de l'économie sociale, il convient de noter que c'est la première fois qu'une déclaration en faveur de l'égalité est approuvée et publiée dans le cadre des forums internationaux du GSEF. Dans ce cas précis, l'initiative a été lancée par REAS-Euskadi, membre du CLO, et a été immédiatement acceptée par les autres structures participantes. REASEuskadi a donc commencé à travailler sur un texte qui a ensuite été soumis aux membres du CLO. Après plusieurs versions, le texte a été accepté pour être présenté et lu dans les 4 langues officielles du forum, dans le hall de l'Euskalduna à la fin de la session de clôture. Souhaitant afficher un engagement tout aussi fort en faveur de la diversité, la Déclaration sur la parité a été lue par cinq femmes du Cameroun, du Canada, de la Corée, de l'Équateur et du Pays basque (Espagne).



Déclaration de la jeunesse présentée à la cérémonie de clôture

Outre ces déclarations, cette édition du GSEF2018 a également obtenu d'autres résultats.

La Commission européenne a estimé que le forum de Bilbao était le lieu idéal pour débattre avec des représentants des autorités publiques locales du rôle que peut jouer l'économie sociale dans les politiques sectorielles de l'Union européenne afin de promouvoir l'intégration et le développement rural, ainsi que pour présenter son programme pilote: « Régions de l'économie sociale européenne 2018, pilote », à travers lequel une trentaine de représentants de régions européennes et d'autres régions d'Europe de l'Est ont affirmé leur engagement en faveur de l'économie sociale.

Le Forum de Bilbao a également été choisi pour présenter au niveau européen le projet autour des accords de paix conclus avec les FARC, financé par l'Union européenne et mené en collaboration avec le gouvernement colombien. Ce projet vise à promouvoir l'insertion des ex-combattants et la relance économique des zones les plus touchées grâce à la création de coopératives.

Parallèlement à ces réalisations, nous ne pouvons ignorer la pertinence de l'engagement et du dévouement manifestés par les structures de l'économie sociale de la ville de Bilbao au cours des derniers mois, en particulier dans le cadre du travail réalisé par le CLO. Cette expérience de travail en collaboration entre institutions et structures locales de l'économie sociale est sans aucun doute une réussite, et fait maintenant partie de l'héritage du GSEF2018 à Bilbao.

DÉCLARATIONS

DÉCLARATION DE BILBAO

3 Octobre 2018 Bilbao

Nous, les 1700 personnes originaires de 84 pays, participantes au Forum mondial de l'économie sociale 2018 - GSEF2018 à Bilbao - affirmons fermement que le développement économique au service des peuples et de la planète, ne laissant personne de côté, est enraciné dans les principes de démocratie, de justice sociale, de solidarité, de diversité et de paix.

Contexte actuel

L'ampleur et la rapidité avec lesquelles les défis actuels se développent sont sans précédent. Les technologies de rupture et l'intelligence artificielle, le changement climatique, la mondialisation, les migrations et les changements démographiques façonnent une nouvelle réalité dans laquelle notre paradigme de développement actuel peine à s'adapter. Un marché du travail en pleine mutation avec des formes d'emploi de plus en plus atypiques et précaires appelle de nouvelles stratégies pour aborder l'avenir du travail. L'innovation politique pour surmonter les défis rencontrés par nos villes et leurs communautés pour garantir un travail décent, la protection sociale, la prospérité pour tous ne peut être réalisée qu'avec la participation accrue de toutes les parties prenantes à ce processus. La co-construction de politiques publiques est intégrée dans l'économie sociale aujourd'hui.

Malgré la diversité des termes, l'économie sociale (ES) et l'économie sociale et solidaire (ESS) partagent les mêmes valeurs de primauté des personnes sur le capital, de gouvernance démocratique et d'engagement pour une transition écologique et juste. Les tendances récentes dans de nombreux pays et régions démontrent que les jeunes sont de plus en plus attirés par ces valeurs et principes et souhaitent travailler collectivement afin de les atteindre dans tous les secteurs.

Nous reconnaissons l'importance de localiser les 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour la mise en oeuvre réussie du Programme de développement durable 2030.

La contribution de l'ES et de l'ESS à la construction d'une société plus durable, inclusive et résiliente est de plus en plus reconnue par les agences des Nations Unies, les gouvernements et la société civile comme essentielle pour atteindre ces objectifs. De grands efforts à cet égard sont réalisés par les nombreux acteurs et réseaux présents aujourd'hui. Le Forum mondial du développement économique local ainsi que la ressource en ligne localiser les ODD sont des exemples de cet effort pour faciliter et cartographier les efforts de localisation à l'échelle mondiale.

Engagement envers l'économie sociale et l'économie sociale et solidaire

De nombreux gouvernements nationaux et locaux ont adopté un cadre législatif et des politiques publiques qui promeuvent les entreprises et organisations ESS et ES afin de fournir des solutions efficaces et innovantes pour répondre aux besoins locaux dans tous les secteurs économiques. Ils ont également soutenu les budgets participatifs, les monnaies locales et les mécanismes de finance solidaire, et ont consacré des marchés publics avec des clauses spécifiques. Ces mesures, lois et politiques ne permettent pas seulement l'extension et le partage des pratiques locales à travers les territoires, mais sont aussi des catalyseurs pour un changement systémique

au niveau macro dans lequel l'ES et l'ESS contribuent à la transformation démocratique et inclusive de nos sociétés.

Valeurs et compétitivité pour un développement local inclusif et durable

Les entreprises et organisations ESS et ES sont viables, efficaces et génèrent des valeurs sociales et des retombées économiques. Leur compétitivité réside dans l'impact social généré par leur activité, les bénéfices économiques étant réinvestis dans la communauté ou l'organisation elle-même, leur permettant de poursuivre leur mission.

Localement, elles doivent être conscientes de l'impact environnemental de leurs activités et s'adapter en conséquence. Les entreprises ES et ESS encouragent et créent un emploi décent intégré dans les valeurs de justice sociale et de respect des droits des travailleurs. La souveraineté et la transparence sont davantage présentes dans leurs chaînes d'approvisionnement, fournissant des biens et des services basés sur les besoins de la communauté qu'elles servent. La gouvernance et les pratiques de gestion démocratiques sont au coeur de leur raison d'être.

Ces valeurs et principes soutiennent l'engagement en faveur de l'inclusion active des minorités et des groupes vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées, et constituent les fondations d'une société pacifique et résiliente ancrée dans la solidarité et la confiance.

Résolutions

Sur la base de la Déclaration de Montréal de 2016, nous, les représentants d'organisations ESS et ES, de gouvernements locaux et régionaux, de réseaux et d'autres partenaires, nous engageons à :

- Poursuivre la co-construction et le co-développement de politiques publiques et affirmer le rôle central que joue chacun d'entre nous pour surmonter les principaux défis auxquels sont confrontées nos villes et communautés
- Prioriser et poursuivre nos efforts pour soutenir et financer les processus et les forums qui rassemblent et coordonnent les contributions de la société civile
- Reconnaître et soutenir la recherche qui identifie les besoins et l'expertise des entités ES et ESS et mesure leur impact, dans le but d'améliorer les connaissances des acteurs à tous les niveaux et de favoriser la diffusion des meilleures pratiques
- Plaider pour que les États membres demandent une résolution de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire
- Collaborer davantage au développement de liens entre les territoires (urbains et ruraux) et oeuvrer à une plus grande cohérence des politiques à tous les niveaux de gouvernement (local, régional, national, international)
- Mobiliser des financements éthiques, alternatifs et solidaires ainsi que l'épargne locale pour soutenir le développement ultérieur de l'ES et de l'ESS
- Améliorer les pratiques environnementales pour devenir plus transparentes dans les circuits de production

Nous nous efforçons de parvenir à ces résolutions en tirant parti des rôles, des responsabilités et des forces de chacun d'entre nous (entités ESS et ES, gouvernements, universités, instituts de recherche, Nations Unies et autres organisations internationales) et en collaborant à un niveau permettant d'assurer un développement local inclusif, résilient, juste et durable.

ÉGALITÉ DE GENRE ET ÉCONOMIE SOCIALE. Déclaration en faveur d'un modèle économique et social inclusif

3 Octobre 2018 Bilbao

Le 8 mars dernier, des milliers de femmes du monde entier ont participé à une grève générale sans précédent, un arrêt de travail qui a touché l'emploi en général, mais aussi les citoyens et la consommation, et qui prétendait montrer à la société que quand les femmes font la grève le monde vacille.

Cette grève générale, où nous, les femmes, avons revendiqué l'urgence de garantir l'égalité des genres et de mettre fin aux diverses violences qui affectent nos vies, s'est accompagnée de manifestations de masse. À Bilbao aussi, de même que dans de nombreuses autres villes du monde, une manifestation a envahi les rues de femmes, mais aussi d'hommes, réclamant la fin des inégalités de genre.

L'économie sociale n'est pas, ne peut pas être, étrangère à ces revendications. Car, précisément, au sein de bon nombre de nos modèles d'entreprises et d'organisations, nous considérons l'équité de genre comme l'une de nos valeurs. Bien souvent, il ne s'agit pas de simples déclarations d'intention, mais de véritables réalités, que les femmes ont, quotidiennement, progressivement conquises.

Cependant, malgré les actions mises en place par les organisations de l'économie sociale en faveur de l'égalité de genre, malgré les progrès réalisés ces dernières années, la motivation des femmes et les décisions prises par elles dans leur réalité quotidienne, il reste encore des défis à relever.

Car nous reproduisons, bien souvent sans nous en rendre compte, les relations de pouvoir de genre. Et ce, malgré le fait que les valeurs que nous défendons et sur lesquelles nous construisons nos projets économiques et professionnels mettent précisément au centre de nos activités les personnes, toutes les personnes, et visent à garantir l'égalité des chances et l'équité, comme pilier fondamental de l'économie sociale.

La solidarité, la coopération, la démocratie sont des valeurs fondamentales de l'économie sociale et qui devraient donc garantir l'égalité de genre dans une économie sociale inclusive.

De même, pour progresser vers la pleine égalité entre les femmes et les hommes, au sein de l'économie sociale et sur la base de nos valeurs, il est nécessaire que nous commencions à prendre des mesures importantes. Par conséquent, nous nous engageons à :

- Promouvoir un marché du travail inclusif qui, tout en tenant compte de la diversité et des différences, garantisse l'égalité des chances pour toutes les personnes et un emploi digne et de qualité.
- Rejeter catégoriquement toute forme de discrimination, car pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie, le modèle de développement doit reposer sur la participation égalitaire des femmes.
- Transformer nos processus de travail pour rendre visibles et prendre en compte toutes les tâches, productives et reproductives, qui rendent l'économie possible et durable, en

reconnaissant la valeur économique et sociale des soins.

- Générer des protocoles et des réponses immédiates de refus et de rejet des violences machistes, pour éliminer ces comportements de nos organisations et de la société.
- Travailler pour améliorer les pratiques des organisations de l'économie sociale en matière d'égalité de rémunération et de représentativité au sein de nos organes de décision, en éliminant les écarts de salaires ou les plafonds de verre.
- Promouvoir l'économie sociale pour qu'elle soit l'un des piliers des villes du futur et contribue à créer des espaces de convivialité en égalité et de citoyenneté inclusive.
- Sensibiliser et générer une conscience critique autour de nous. Autonomiser, préparer et former pour réclamer l'égalité de genre dans tous les espaces nécessaires, à l'intérieur et à l'extérieur de l'économie sociale.

Et ne pas oublier que l'économie ne peut être sociale que s'il s'agit d'une économie féministe, inclusive, solidaire et équitable!

DÉCLARATION DES JEUNES

3 Octobre 2018 Bilbao

Vision de la jeunesse

Nous croyons qu'un travail décent est un puissant outil pour transformer un monde du travail qui aliène et exploite, et pour faire face aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. Nous sommes des citoyens, des étudiants, des bâtisseurs de communautés, des explorateurs, des parents, des militants, des coopérateurs, des acteurs du changement, des entrepreneurs pour n'en nommer que quelques-uns ! Mais nous nous rassemblons autour de valeurs et de principes d'égalité, d'engagement, de sécurité économique, d'égalité salariale, d'opportunités pour s'exprimer et utiliser nos compétences au profit de la société, de collaboration plutôt que de compétition, d'égalité de propriété, de droits démocratiques et de cultures de participation pour influencer nos conditions de travail et de vie.

Le « business as usual » ne fonctionne plus. Mais nous sommes unis pour explorer, ré-imaginer et construire ensemble un mouvement ambitieux, inclusif et critique pour exiger le changement et créer ensemble nos visions du futur. Nous devons faire appel au pouvoir de la solidarité pour avoir un impact systémique réel. Nous voulons utiliser les entreprises sociales comme vecteur d'impact social ainsi que pour préserver et protéger notre environnement - et non pour le détruire. Nous avons besoin d'opportunités pour nous autonomiser, partager nos histoires, nos connaissances et nos ressources. Nous avons besoin d'espaces où nous réunir et assurer la continuité de ce mouvement afin d'aller plus en profondeur et de viser plus haut.

Recommandations

Nous croyons que les espaces et la participation des jeunes ne doivent pas être construits en parallèle des espaces du mouvement. En tant que partie prenante de l'avenir de l'ESS, la «jeunesse» n'est pas une question à traiter dans un espace circonscrit. C'est une génération qui a des projets, des opinions et des visions pour la plupart ou même pour tous les thèmes abordés dans la programmation. Significativement moins de jeunes ont participé au GSEF2018 que nous ne l'anticipions. L'ESS bénéficiera directement d'une plus grande participation des jeunes dans ses structures, à mesure que celles-ci comme le GSEF deviendront plus inclusifs et attractifs pour les jeunes.

Ainsi, nous croyons que les structures de l'ESS et l'association GSEF devraient formuler des objectifs de participation des jeunes plus élevés, à la fois en tant que conférenciers, portes-parole et participants aux événements. Des données devraient être collectées sur l'âge des participants et un objectif chiffré - nous suggérons 35% - devrait être défini pour les participants de moins de 35 ans, en plus de leur permettre de bénéficier d'un financement. Un objectif devrait également être fixé pour encourager la participation des moins de 25 ans, ces «jeunes plus jeunes» souvent oubliés.

En outre, nous croyons que cette intégration de la jeunesse dans le mouvement mondial doit venir avec une voix permanente. Si l'augmentation de la participation de jeunes dirigeants de l'ESS du monde entier est atteinte de manière significative pour le GSEF2020, le programme devrait inclure

une plénière de jeunes pour favoriser la collaboration. Nous espérons qu'un réseau international de jeunes leaders pourra émerger de cette réunion et qu'il contribuera aux travaux de l'association GSEF avant et entre les événements. Nous espérons également que les structures nationales et locales de l'ESS pourront faire place à leur propre jeunesse et lui donner du pouvoir.

Enfin, nous devons reconnaître que la majorité des jeunes qui bénéficieront de l'ESS et qui l'utilisent aujourd'hui pour changer leurs moyens de subsistance se trouvent dans les pays du Sud et qu'ils sont particulièrement sous-représentés dans notre mouvement. Face aux importants obstacles à l'accès aux événements internationaux, des efforts et des ressources spécifiques devraient être affectés pour encourager et soutenir la participation des jeunes des pays du Sud dans les réseaux mondiaux de l'ESS et les futures éditions du GSEF.



Gsef

Secretariado del Foro Global de la Economía Social

Tel +82 [0]2 352-4208

Fax +82 [0]2 760-7128

E-mail gsef@gsef-net.org

Web www.gsef-net.org